

République du Rwanda

Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Sports

**Stratégies sectorielles de la
Jeunesse, de la Culture et des Sports**

Plan stratégique 2004 - 2006

Document final

Avril 2004

Sommaire ou résumé

Le présent instrument de planification est l'une des stratégies adoptées par le Gouvernement rwandais en vue d'éradiquer la pauvreté et d'amorcer le processus de développement durable. Dans le même contexte, il s'est avéré indispensable d'améliorer la planification à tous les niveaux en maximisant la coordination et la cohérence des initiatives publiques et privées pour en dégager une vision stratégique unifiée. Pour atteindre cet objectif, il a été suggéré, au niveau des Ministères et des entités décentralisées, l'élaboration des stratégies sectorielles basées sur une vision large du secteur. La mise en application de ces stratégies a été déjà initiée dans certains Ministères avec la collaboration directe ou indirecte de tous les acteurs concernés par le domaine d'intervention.

Dans la même logique, le MIJESPOC qui a pour mission d'assurer l'encadrement de la jeunesse, de promouvoir le sport et de valoriser la culture rwandaise, a suivi ce processus afin qu'il puisse jouer pleinement son rôle dans les transformations sociales et économiques du pays.

Les 3 secteurs d'intervention à savoir la jeunesse, le sport et la culture ont été analysés sur base des options politiques et orientations stratégiques du MIJESPOC en proposant chaque fois la structuration opérationnelle du Ministère pour la promotion desdits secteurs.

Suivant une approche sectorielle élargie, l'équipe de planification s'est servie :

- des documents de politique et stratégies existantes
- des données statistiques disponibles pour les 3 secteurs
- des entretiens avec les personnes ressources (cadres du MIJESPOC, partenaires du secteur, etc.)
- des séminaires ateliers avec tous les partenaires du secteur

Cette démarche a constitué la méthodologie de recherche et a abouti à dégager :

- la situation actuelle constituant un point de départ pour le développement des secteurs ;
- les problèmes prioritaires comme freins à la promotion des secteurs ;
- les solutions, comme voies et moyens à adopter pour faire face aux problèmes identifiés ;
- les potentialités comme ressources existantes à exploiter rationnellement.

Sur base du rôle que doivent jouer les secteurs dans le développement global du pays et pour assurer leur promotion, l'équipe de planification ainsi que tous les partenaires du secteur ont défini les stratégies à adopter. Ces stratégies sont alors basées sur les activités à exécuter durant une période bien déterminée et moyennant des fonds en provenance des différents intervenants dans les secteurs. Dans ce cadre, en comparant les programmes des stratégies sectorielles et les moyens et ressources disponibles ou prévus, il sera facile de dégager clairement les ressources manquantes et proposer la manière de mobiliser les ressources nécessaires.

Le budget s'élève alors à.....pour le secteur jeunesse, à.....pour la culture et à.....pour le sport.

A partir de ces stratégies et programmes, des projets d'investissement ont alors été élaboré et seront soumis aux investisseurs et bailleurs de fonds.

Pour la durabilité des projets identifiés, un système de suivi-évaluation a été suggéré. Ce dernier permettra de veiller à la bonne gestion des ressources et à ce que les stratégies et programmes atteignent les résultats attendus.

1. Liste des tableaux et figures

Tableau 1 : Partenaires du sous-secteur jeunesse.....	32
Tableau 2 : Partenaire de la Direction mémoriale.....	50
Tableau 3 : Partenaires du département culture et art.....	51
Tableau 4 : Statistiques sur les fédérations.....	76
Tableau 5 : Partenaires du sous-secteur.....	76
Tableau 6 : Répartition des terrains au niveau national suivant leur catégorie.....	78
Figures 1: Organigramme 1997.....	19
Figure 2: Organigramme 1999.....	20
Figure 3: Organigramme 2002.....	21
Figure 4: Organigramme proposé dans le cadre de la réforme administrative.....	22

Liste des sigles et abréviations

CDMT (MTEF)	: Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CFJ (YTC)	: Centre de Formation de la Jeunesse
CFP	: Centre de Formation Professionnelle
DRH (HRD)	: Développement des Ressources Humaines
DSRP (PRSP)	: Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FARG	: Fonds d'assistance aux Rescapés du Génocide
IEC	: Information, Education, Communication
HIMO	: Haute intensité de Main d'œuvre
IRST	: Institut de la Recherche Scientifique et Technologique
ISP (KIE)	: Institut Supérieur de Pédagogie de Kigali
MIFOTRA	: Ministère de la Fonction Publique
MINALOC	: Ministère du Gouvernement Local et des Affaires Sociales
MINECOFIN	: Ministère des Finances et de la Planification Economique
MINALOC	: Ministère de l'Administration locale, de développement communautaire et des affaires sociales
MINEDUC	: Ministère de l'Education, de la Science, de la Technologie et de la Recherche Scientifique
MINICOM	: Ministère du commerce, de l'industrie, de la promotion des investissements, du tourisme et des coopératives
MIJESPOC	: Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Sports
MINISANTE	: Ministère de la Santé
OCB (CBO)	: Organisations Communautaires de Base
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale
SOF	: Structures organisationnelles des femmes
SOJ	: Structures organisationnelles des Jeunes
SWAP	: Sector wide approach (Approche sectorielle)
VIH/SIDA	: Virus Immunodéficitaire Humain/Syndrome de Déficience Immunodéficitaire Acquis

TABLE DES MATIERES

Sommaire ou résumé.....	2
1. Liste des tableaux et figures.....	4
Liste des sigles et abréviations.....	5
TABLE DES MATIERES.....	6
1 INTRODUCTION.....	8
1.1 Contexte de la mission.....	8
1.2 Organisation de la mission et méthodologie.....	8
2 Orientations politiques générales.....	10
2.1 Contexte de la politique sectorielle.....	10
2.1.1 Principes généraux.....	11
2.1.2 Contexte socio - économique et culturel.....	12
2.1.3 Contexte macro - économique.....	13
2.1.4 Contexte régional et international.....	13
2.1.5 Orientation de la politique stratégique de gouvernement.....	13
2.2 Mission et objectifs du secteur.....	14
2.2.1 Mission du secteur.....	14
2.2.2 Objectifs principaux du secteur.....	14
2.2.3 Approches et stratégies du secteur.....	15
2.2.4 L'approche sectorielle.....	15
2.2.5 La politique de bonne qualité.....	15
2.2.6 Les stratégies liées aux ressources (MTEF).....	15
2.2.7 Approche participative.....	16
2.2.8 Complémentarité avec les options nationales.....	16
3 ANALYSE DU SECTEUR.....	18
3.1 Historique du secteur.....	18
3.1.1 Evolution du secteur depuis 1994.....	18
3.1.2 Nouvelles orientations.....	23
3.1.3 Les principaux problèmes enregistrés.....	23
3.2 Sous-secteurs.....	24
4 SOUS-SECTEUR JEUNESSE.....	25
4.1 INTRODUCTION.....	25
4.1.1 Caractéristiques des Jeunes.....	25
4.1.2 Catégories des jeunes.....	25
4.1.3 Quelques statistiques.....	26
4.2 Organisation actuelle et réalisations.....	27
4.2.1 Institutions d'encadrement de la Jeunesse.....	27
4.2.2 Partenaires du sous-secteur.....	32
4.3 Problèmes identifiés.....	33
4.3.1 Manque de politique sectorielle.....	33
4.3.2 Insuffisance de coordination entre les initiatives des différents partenaires du Sous-secteur	33
4.4 Atouts et potentialités du sous-secteur.....	33
4.5 Stratégies et Programmes du Sous-Secteur.....	34
4.5.1 La mission du sous-secteur :.....	34
4.5.2 Identification des Stratégies et Programmes.....	34
4.5.3 Programme I : Mobilisation et formation de la Jeunesse.....	34
4.5.4 Programme II : Appui aux initiatives des jeunes.....	38
4.5.5 Programme III : Coopération des jeunes.....	43
5 SOUS-SECTEUR CULTURE.....	48
5.1 Institutions de la Mémoire.....	48

5.1.1	Mémorial du génocide.....	48
5.1.2	Archives Nationales.....	49
5.1.3	Bibliothèque nationale.....	49
5.2	La Culture et les Arts	50
5.2.1	Description	50
5.2.2	Problèmes spécifiques du sous-secteur, hiérarchisation et analyse.....	51
5.2.3	Potentialités et opportunités	52
5.2.4	Contraintes	52
5.3	Stratégies et Programmes du Sous-Secteur	53
5.3.1	La mission du sous-secteur	53
5.3.2	Identification des Strategies et Programmes	53
5.3.3	Programme I : Développement des Institutions de la mémoire.....	53
5.3.4	Programme II : Promotion de la Culture et des Arts	63
6	SOUS-SECTEUR SPORT	Error! Bookmark not defined.
6.1	Description.....	Error! Bookmark not defined.
6.1.1	Définition des concepts	Error! Bookmark not defined.
6.1.2	Description des tâches des différents départements intéressés.....	Error! Bookmark not defined.
6.1.3	Statistiques	Error! Bookmark not defined.
	Source : Direction des sports/MIJESPOC	Error! Bookmark not defined.
6.1.4	Problèmes spécifiques du sous-secteur, hiérarchisation et analyse.....	Error! Bookmark not defined.
6.1.5	Atouts et potentialités.....	Error! Bookmark not defined.
6.1.6	Risques.....	Error! Bookmark not defined.
6.1.7	Mission du sous-secteur	Error! Bookmark not defined.
	Identification des stratégies et des programmes	Error! Bookmark not defined.
6.1.8	Programme I : Acquisition d'Infrastructures et équipements sportifs.....	Error! Bookmark not defined.
6.1.9	Programme II : Promotion des activités sportives et de loisirs.....	Error! Bookmark not defined.
6.1.10	Programme III : Formation en matière d'EPS et des sports....	Error! Bookmark not defined.
7	Projets identifiés	96
7.1	Jeunesse.....	96
7.2	Institutions de la Mémoire.....	96
7.3	Culture et Arts	96
7.4	Sports.....	96
8	Conclusions et Recommandations.....	98
9	Annexes	99
9.1	Membres des groupes de travail	99
9.2	Rapport du séminaire de planification de Kabusunzu du 23 au 28 Février 2004.....	100

1 INTRODUCTION

1.1 *Contexte de la mission*

La planification stratégique sectorielle adoptée par le Gouvernement Rwandais dans le cadre de la mise en œuvre de la PRS vise à répondre de façon plus efficace et plus efficiente aux multiples besoins de développement par rapport aux ressources toujours insuffisantes. Elle se focalise sur la synergie des efforts et sur l'articulation claire des objectifs et des résultats à atteindre moyennant une allocation des ressources plus pertinente et plus cohérente.¹

Pour garantir un développement harmonieux dans tous les domaines, il a été proposé d'utiliser une approche sectorielle élargie ou **SWAP** (Sector wide approach) dans l'analyse de chaque secteur et dans l'élaboration de sa politique et de ses stratégies.

Dans ce cadre il a été identifié 12 secteurs et 7 groupes sectoriels ou « clusters ». Le présent document présente les stratégies du secteur « **Jeunesse, Culture et Sports** ».

Pour mener à bien l'activité de planification, des groupes de travail ont constitués dans chaque sous-secteur et devaient être supervisés par un comité de pilotage sous la conduite du Secrétaire Général. Le Ministère a également reçu l'assistance d'une équipe de deux Consultants pour animer les équipes de travaux constitués.

Chaque groupe de travail devait, dans un premier temps, accomplir les activités suivantes :

- l'identification des partenaires,
- la constitution et analyse des documents de base, et
- la préparation des concertations dans son domaine.

1.2 *Organisation de la mission et méthodologie*

Après un premier contact avec les autorités, les consultants ont rencontré les différents groupes de travail constitués au sein du ministère. Après discussion, quatre groupes ont été retenus :

- Groupe de travail sur la Jeunesse
- Groupe de travail sur les Institutions de la mémoire
- Groupe de travail sur la Cultures et les Arts
- Groupe de travail sur les Sports

¹ Guide d'élaboration des stratégies sectorielles et des Plans décentralisés

La méthodologie convenue entre les membres des groupes de travail et les Consultants comprend les étapes suivantes :

2. Collecte de la documentation
3. Description du secteur et des sous-secteurs
4. Identification des problèmes rencontrés dans le secteur et des potentialités à développer
5. Identification de la mission assignée au secteur, des objectifs globaux et spécifiques, des stratégies et des activités à prévoir
6. Elaboration des cadres logiques
7. Discussion des cadres logiques avec les partenaires des différents secteurs
8. Elaboration des documents provisoires
9. Séminaires de discussion des documents provisoires, élaboration des documents de stratégies sectorielles

La liste des membres des groupes de travail se trouve en annexe.

Vu la difficulté de réunir les groupes dans leurs lieux habituels de travail, il a été suggéré d'organiser des séminaires en dehors desdits endroits. Deux séminaires ont été de ce fait organisés, l'un à Gihindamuyaga (Butare), l'autre à Kimisagara (maison des jeunes).

Le document issu des travaux des groupes a été discuté avec tous les partenaires du Ministère dans un séminaire de planification de deux journées pour chaque sous-secteur.

Pour des raisons de suivi et de partage des informations, les consultants ont par ailleurs été régulièrement invités aux réunions des cadres du Ministère qui se tiennent tous les lundis matin.

2 Orientations politiques générales

L'état actuel de lutte contre la pauvreté et d'efforts pour l'efficacité des ressources mises en œuvre requiert une amélioration de la planification à tous les niveaux. En effet, il y a nécessité d'accroître le niveau de cohérence et de synergie entre les initiatives publiques et privées pour une meilleure rentabilisation des ressources.

Dans ce contexte, la planification stratégique paraît être une des conditions de base pour élever le niveau d'appropriation (ownership) et de cohérence des politiques et stratégies, de pertinence dans l'allocation des ressources humaines ou financières et de l'efficacité de l'aide au développement.

La planification stratégique est conçue comme processus de base pour réaliser une nouvelle phase de développement orientée vers les objectifs de la vision 2020 et de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Avec cette politique, le Gouvernement rwandais s'est fixé un objectif de réduire le pourcentage de la population vivant en dessous de seuil de pauvreté (soit 60%) à moins de 25% et d'accroître le revenu par habitant actuellement de 250\$ à plus de 1000\$ pour les quinze années². Pour atteindre cet objectif, différentes stratégies sectorielles doivent être adoptées d'une façon cohérente et bien définie. Ainsi les résultats attendus pour confirmer développement durable sont :

- le développement rural et la transformation agricole
- le développement humain
- développement des infrastructures socio - économiques
- la bonne gouvernance
- le développement du secteur privé
- le renforcement des capacités institutionnelles

Etant donné que l'orientation de la politique nationale est parfois entravée pour l'insuffisance des moyens matériels et financiers pour atteindre sa mission, la prise des actions de manière prioritaire et dans les domaines prioritaires est l'un des moyens permettant une bonne allocation des ressources. D'où nécessité d'impliquer tous les partenaires du secteur dans la mise en place des politiques visant à atteindre la mission confiée au secteur.

2.1 Contexte de la politique sectorielle

La politique sectorielle s'appuie sur la vision large du secteur atteignable par la mise en place d'une planification stratégique. Cette dernière répond de façon plus efficace et

² Vision 2020, 4^{ème} Draft

plus efficiente aux multiples besoins de développement par rapport aux ressources toujours insuffisantes.

Pour que le secteur atteigne sa mission, une stratégie sectorielle doit être adoptée et mise en œuvre par tous les intervenants.

21.1 Principes généraux

L'adoption d'une approche sectorielle élargie est d'une importance capitale afin que le secteur produise des effets considérables sur le développement socio- économique du pays. C'est dans ce cadre qu'une planification stratégique s'est avérée indispensable dans tous les secteurs de l'économie afin d'atteindre un développement global conformément aux objectifs de la vision 2020.

Comme le rôle de chaque secteur dans le développement global du pays doit être clarifié, celui du secteur « Jeunesse, Culture et Sports » est de valoriser les ressources humaines en assurant :

- la mobilisation et l'encadrement de la jeunesse
- la promotion du sport et de la culture
- la préservation de la mémoire du génocide rwandais.

L'encadrement des jeunes basé sur l'entrepreneuriat permet à ces derniers de développer leurs capacités et leurs projets générateurs de revenus. Des programmes de sensibilisation aux jeunes pour l'amélioration de leur condition de vie à travers l'organisation des festivals et des camps de solidarité leur permettent d'acquérir une ouverture d'esprit et des techniques nouvelles de production.

La valorisation de la culture conduit à la construction d'une paix durable et au développement socio - économique, et pour atteindre cette vision 3 axes de politique sectorielle en matière de culture à savoir la valorisation du patrimoine, la promotion de la créativité ainsi que la vulgarisation de la culture technologique s'avèrent impérieux.

Bref, le développement du secteur jeunesse, culture et sports influera positivement sur le développement global du pays étant donné ses liens avec d'autres secteurs d'économie.

Sachant que les domaines de la jeunesse, des sports et de la culture relèvent du secteur de la valorisation des ressources humaines, des performances y relatives permettront d'améliorer la qualité de la vie de la population. Et cette dernière étant considérée comme facteur de la croissance économique, une planification stratégique en vue d'atteindre la mission du secteur en particulier et de la vision nationale en générale s'impose.

2.1.2 Contexte socio - économique et culturel.

Pour sortir de la situation socio - économique et culturel jugée globalement non satisfaisante, les transformations visant un développement durable s'avèrent indispensables dans tous les secteurs. Le secteur de la jeunesse, sport et culture n'est pas épargné dans ce mouvement étant donné son impact sur le développement global du pays.

En effet, les domaines de la jeunesse, de la culture et des sports relèvent du secteur de la valorisation des ressources humaines et le développement de ce secteur est l'un des piliers de la Vision 2020. Dans le cadre de secteur jeunesse, sport et culture le pays aspire à posséder une population active dotée d'aptitudes professionnelles et des valeurs culturelles de base nécessaires pour valoriser ses capacités et œuvrer efficacement au développement du pays.

La jeunesse (entre 14 et 35 ans³) représente plus de 30%⁴ de la population rwandaise et toute politique nationale devrait être également une politique de la jeunesse. Cette catégorie devrait participer activement dans la prise de décisions politiques à différents niveaux. Or, les jeunes se heurtent souvent au problème de faiblesse des capacités professionnelles ou de formation de qualité insuffisante, non orientée vers la solution des problèmes du pays. Or, comme germe de changement favorable à l'éducation de la population rwandaise on peut compter sur l'instruction de la jeunesse car elle est susceptible d'adopter plus rapidement les transformations sociales.

En outre, la valorisation des ressources humaines suppose le développement de la santé physique et morale des populations, notamment par la pratique du sport. L'activité sportive permet aussi de renforcer le rapprochement, la cohésion, la compréhension mutuelle et l'unité nationale. Ce qui cadre avec l'orientation de la politique nationale après la tragédie de 1994.

La situation actuelle prouve que les valeurs culturelles sont en déperdition. Le démantèlement du foyer culturel est une conséquence d'une éducation aux valeurs qui souvent a été détournée des vrais objectifs d'éradication de l'ignorance et de développement de la conscience nationale. Une nouvelle approche de la politique culturelle s'impose aujourd'hui afin de faire des valeurs positives de la culture rwandaise et universelle non seulement le moteur de la vie individuelle et collective, mais aussi la réussite du peuple rwandais sur le plan social, économique, technologique et politique. Si le Rwanda compte sur sa population comme ressource, celle-ci se doit d'être attachée à ses valeurs culturelles positives de base pour s'y référer dans ses attitudes et son comportement.

³ Politiki y'urubyiruko, MIJESPOC, avril 2002

⁴ RGPH 2003

21.3 Contexte macro - économique.

Le secteur de la jeunesse, sport et culture exige l'intervention de plusieurs acteurs de développement afin d'harmoniser non seulement la planification mais aussi la disponibilisation des ressources et la mise en œuvre des activités ainsi que le suivi évaluation. Suivant les programmes prioritaires du gouvernement notamment la formation professionnelle, la mobilisation de la jeunesse, la promotion culturelle, la promotion du sport ainsi que la recherche et conservation de la mémoire, il est évident que les activités y relatives s'étendront sur d'autres secteurs, d'où nécessite d'intervention de plusieurs acteurs de développement.

21.4 Contexte régional et international

Pour tous les secteurs, la population nationale exige l'accroissement du niveau de coopération et d'échanges avec les pays voisins et l'intégration du Rwanda dans l'économie mondiale. Le secteur jeunesse, sport et culture a suivi le même processus afin d'acquérir des expériences dans différents pays. C'est ainsi que les objectifs du gouvernement en matière de coopération et d'échange en rapport avec le secteur jeunesse, sport et culture sont :

- Promouvoir la coopération et les échanges au sein de la jeunesse rwandaise et entre les jeunes rwandais et ceux des autres pays.
- Organiser des tournées des groupes folkloriques et des équipes sportives à l'extérieur du pays
- Favoriser le dialogue interculturel et la diversité culturelle
- Multiplier les échanges sportifs avec les autres pays.

21.5 Orientation de la politique stratégique de gouvernement

Pour combler les lacunes du passé et amorcer le processus d'un développement durable, la planification stratégique a été adoptée par le gouvernement rwandais comme instrument adéquat pour atteindre les aspirations du pays à l'horizon 2020. Cette planification stratégique se fonde sur les stratégies sectorielles préconisées pour réaliser une nouvelle phase de développement du pays. En harmonie logique avec les orientations nationales et les politiques stratégiques des autres secteurs, chaque secteur est doté d'objectifs à atteindre pour une période déterminée. Pour le secteur Jeunesse, Culture et Sport, ces objectifs sont:

- l'encadrement et la valorisation des initiatives des jeunes,
- la préservation de la mémoire du génocide de 1994,
- la valorisation de la recherche et la conservation de l'héritage national.
- la promotion du sport et des loisirs,

Une fois ces objectifs atteints les résultats influenceront positivement sur les autres secteurs de par leurs effets d'entraînement :

- La création des autres activités génératrices de revenu permettra de désengorger le secteur agricole et d'augmenter le pouvoir d'achat de la population en général et des jeunes en particulier. La jeunesse bien encadrée et mobilisée constituera un riche potentiel qui engendrera des transformations rapides de par sa force active.
- La valorisation du patrimoine culturel national, la promotion de la créativité intellectuelle et artistique ainsi que celle de la culture de la paix permettent de mener des transformations sur le plan social économique et technologique.
- Le sport comme activité permettant l'épanouissement et le développement physique et morale constitue une base solide au bien être social et économique et à l'unité nationale.

2.2 Mission et objectifs du secteur

2.2.1 Mission du secteur

Dans le cadre et le contexte du programme du Gouvernement pour le développement socio - économique et la réduction de la pauvreté, le Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Sports (MIJESPOC) a pour mission d'assurer l'encadrement de la jeunesse, de promouvoir le sport, de préserver la mémoire du génocide rwandais et de valoriser la culture rwandaise :

- Les jeunes doivent être mobilisés à la réalisation de leur rôle dans l'unité nationale.
- La culture des valeurs positives permet de promouvoir l'unité, la prospérité sociale, la cohésion de la société et le développement national.
- Il est indispensable de promouvoir le sport et les loisirs pour toutes les catégories des personnes afin de permettre aux bénéficiaires de gagner des expériences de la vie communautaire.

Cette mission est attribuée au secteur afin d'améliorer le bien être de la population et d'adopter les stratégies nécessaires pour la transformation socio - économique et politique du pays.

2.2.2 Objectifs principaux du secteur.

- assurer un bon encadrement social, culturel et économique des jeunes,
- promouvoir et développer les activités sportives et loisirs
- promouvoir les valeurs, les institutions et les expressions de la culture rwandaise,
- préserver la mémoire du génocide rwandais,
- promouvoir les arts et restaurer l'héritage national,
- collecter, traiter et conserver les archives nationales,
- promouvoir et coordonner les activités des unités documentaires.

2.2.3 Approches et stratégies du secteur.

En vue d'un développement harmonieux, la planification stratégique opte pour les politiques sectorielles basées sur les approches suivantes:

- l'approche sectorielle
- la politique de bonne qualité
- les stratégies liées aux ressources (MTEF)
- l'approche participative
- la complémentarité avec les options nationales.

2.2.4 L'approche sectorielle

Le secteur de la jeunesse sport et culture sous la responsabilité directe du MIJESPOC fait partie du secteur social avec comme partenaires institutionnels, le MINEDUC, le MINISANTE, le MIGEPROFE, le MINALOC, le MININFRA et le MIFOTRA. D'autres partenaires, à savoir les bailleurs de fonds, les organismes internationaux et nationaux, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, la société civile, les confessions religieuses, etc... doivent être identifiés et leur rôle bien défini.

Il est entendu que la présente planification stratégique n'est valable que si les stratégies sectorielles des partenaires du MIJESPOC sont intégrées et harmonisées.

2.2.5 La politique de bonne qualité

La nécessité d'avoir une politique nationale pour le secteur jeunesse, sport et culture est évidente pour la mise en place d'actions du développement susceptibles de promouvoir réellement ce secteur. Cette politique répond au problème d'exploitation irrationnelle de la principale ressource du pays à savoir la population en générale et la jeunesse en particulier.

La stratégie sectorielle de la jeunesse, sport et culture aura nécessairement un impact positif sur la réduction de la pauvreté car la valorisation des ressources humaines cesse d'être seulement une théorie mais se fixe des objectifs clairs et réalistes et développe des stratégies permettant d'atteindre les résultats escomptés.

2.2.6 Les stratégies liées aux ressources (MTEF).

Les différentes stratégies utilisées dans l'élaboration des politiques sectorielles doivent être cohérentes avec les ressources disponibles. Ce qui implique la hiérarchisation des dépenses dans un programme cohérent en accord avec le cadre de dépenses à moyen terme (MTEF).

Dans le secteur de la jeunesse sport et culture, les stratégies adoptées s'intègrent dans les programmes prioritaires de la politique nationale et concordent avec le budget alloué audit secteur. Comme détaillé dans la partie suivante, les efforts financiers et humains devant être consentis par les différents intervenants sont inventoriés de manière transparente et ce dans le cadre de la participation au développement du secteur.

22.7 Approche participative

Dans le contexte actuel d'éradication de la pauvreté, la planification à tous les niveaux implique non seulement l'intervention de tous les acteurs mais aussi d'une façon particulière la participation des communautés concernées. Ce caractère participatif est conforme à la politique de décentralisation, de démocratisation et de participation prônée par le gouvernement.

Cette approche a été développée tout au long de la mission ayant abouti à la rédaction du présent document. L'équipe de planification a collaboré avec des groupes de travail mis en place par le Ministère afin d'arriver à une analyse approfondie du secteur.

22.8 Complémentarité avec les options nationales.

Dans le secteur de la jeunesse, culture et sport, les programmes prioritaires envisagés notamment la formation et la mobilisation de la jeunesse, vont générer, dans le cas d'une bonne planification, la création d'emplois plus lucratifs, notamment non dans le domaine non agricole. En particulier, le gouvernement et entrain de développer un programme de travaux publics à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) pour réduire le niveau de chômage et disponibiliser les infrastructures de base dans tous les domaines. Etant donné que la jeunesse constitue la principale force active de travail, elle en sera en même temps l'acteur et la 1^{ère} bénéficiaire.

L'accès aux méthodes modernes de production auxquelles aspire le secteur exige la transformation technologique. L'adoption d'innovations technologiques dont les ICT s'avère indispensables pour le développement dudit secteur.

L'approche genre doit aboutir à la promotion égalitaire des droits de l'homme et de la femme à tous les niveaux, pour le plein épanouissement de chacun et la complémentarité de tous dans la réalisation des actions de développement. La politique actuelle qui prône l'éradication de toutes discriminations, l'équité sociale, l'éducation pour tous, la lutte contre la pauvreté et la valorisation des ressources humaines assure l'intégration du genre dans le secteur de la jeunesse sport et culture.

Dans ces programmes prioritaires, le secteur de la jeunesse sport et culture inclut la sensibilisation de la jeunesse sur la lutte contre le VIH/SIDA.

Etant classé parmi les principales causes de mortalités dans le pays et attaquant principalement les jeunes, le SIDA constitue une menace pour la force active de travail, ce qui oblige le secteur de la jeunesse, sport et culture à y consacrer beaucoup d'effort.

La dégradation de l'environnement observée actuellement est notamment due au déséquilibre entre la population et les ressources naturelles. Cette population qui croît à un rythme supérieur (3%) à celui de la production agricole (2,2%)⁵ entraîne une

⁵ Rwanda : Stratégie de réduction de la pauvreté, Juin 2002, p.2

dégradation rapide et continuelle des sols et des écosystèmes du pays suite à la pression forte qu'elle y exerce. Le secteur de la jeunesse sport et culture inclura dans les programmes de mobilisation, la sensibilisation à la protection de l'environnement car aucun développement durable n'est possible sans la gestion rationnelle des ressources naturelles.

3 ANALYSE DU SECTEUR

3.1 Historique du secteur

3.1.1 Evolution du secteur depuis 1994

Au sortir de la guerre et du génocide de 1994, tous les secteurs de la vie nationale étaient à reconstruire. Le Gouvernement d'unité nationale mis en place en Juillet 1994 a défini les premières priorités qui ont présidé à la répartition des tâches entre les différents Ministères. Au fur et à mesure que le pays se stabilisait, ces priorités ont évolué. C'est ainsi que le Ministère actuellement chargé de la Jeunesse, de la culture et des sports a reçu successivement plusieurs missions, suivant les priorités du moment.

Longtemps appelé MIJEUMA (Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Association), ce ministère s'occupait essentiellement de l'encadrement de la Jeunesse à travers les associations ou coopératives et d'organiser les sports et loisirs dans le pays.

C'est en 1997 que le département « Culture » qui était jusque là au Ministère de l'Education a été transféré au Ministère de la Jeunesse. Ce département était chargé entre autres de la tâche d'organiser l'inhumation en toute dignité des restes des victimes du génocide ainsi que de toutes les activités relatives à la sauvegarde de la mémoire du génocide. Ces activités étaient organisées d'abord à travers une Commission interministérielle qui devait durer 3 mois. Mais devant l'immensité de la tâche, cette commission fut transformée en une division du même département. Parallèlement, le Ministère s'occupait de la formation professionnelle et a alors adopté le nom « Ministère de la Jeunesse, des sports, de la culture et de la formation professionnelle » (MIJESCAFOP).

En 2002, la mission relative à la formation professionnelle a été attribuée à un Secrétariat d'Etat au sein du Ministère chargé de la Fonction Publique et du Travail et le nom du Ministère est devenu MIJESPOC, Ministère de la Jeunesse, des sports et de la culture. Entre temps, la division « Mémorial du génocide » était devenu une Direction (Septembre 2001).

La Constitution de 2003 a prévu d'élever ce département en Commission Nationale de lutte contre le Génocide, ce qui devrait être fait au cours de l'année 2004, année de la dixième commémoration du génocide rwandais.

Le Ministère compte donc actuellement 4 Directions (Jeunesse, Culture, Sports, Mémorial du génocide) en plus de la Direction de la Planification et de la gestion des ressources. Il supervise également quelques départements dotés ou non de l'autonomie de gestion : Conseil National de la Jeunesse, Musée national, Bibliothèque Nationale et Archives nationales. Les différents changements sont présentés à travers l'évolution des organigrammes comme présentés ci-après :

Figure 1 : Organigramme 1997

Figure 2 : Organigramme 1999

Figure 3 : Organigramme 2002

Figure 4 : Organigramme proposé dans le cadre de la réforme administrative

3.1.2 Nouvelles orientations

L'actuel organigramme tient compte du passage des anciens systèmes de planification caractérisés par un manque de cohérence et de coordination des activités, vers une planification impliquant une vision large du secteur.

Pour son intégration dans le développement national, le secteur de la jeunesse, de la culture et des sports sera promu à travers les programmes prioritaires suivants :

- La formation professionnelle
- La mobilisation de la jeunesse
- La promotion du sport
- La promotion de la culture.

La phase actuelle consiste en l'élaboration d'une stratégie sectorielle répondant de façon plus efficace aux multiples besoins de développement face aux ressources insuffisantes et irrationnellement exploitées ou carrément inexploitées. Pour y arriver, il importe de faire une analyse approfondie du secteur et de ses sous-secteurs, basée sur

- la situation actuelle,
- les problèmes principaux enregistrés,
- l'impact envisagé sur le développement socio-économique du pays, et
- le niveau d'intégration en objectifs, actions et ressources avec les secteurs du même groupe.

3.1.3 Les principaux problèmes enregistrés

Dans le cadre général de la politique macro-économique, le rôle du secteur de la jeunesse, de la culture et des sports n'est pas bien dégagé et cela a pour inconvénient de ne pas évaluer la position du secteur face aux objectifs de la politique nationale de réduction de la pauvreté et de la transformation économique du pays. Ceci constitue un handicap majeur à la définition et à l'élaboration de la politique nationale du secteur. De fait, cette politique n'existe pas actuellement. Son absence fait à son tour naître d'autres problèmes à savoir :

- La dispersion des efforts et le manque de coordination dans la planification, la mobilisation des ressources et le suivi-évaluation des plans exécutés
- L'absence d'une banque de données caractérisées par :
 - le manque de données statistiques et celles existantes non fiables
 - la méconnaissance de tous les intervenants et du rôle de chacun dans le développement du secteur.

3.2 Sous-secteurs

Après analyse du cadre organique et discussion avec les différents responsables du Ministère, trois sous-secteurs ont été identifiés :

- le sous-secteur JEUNESSE
- le sous-secteur CULTURE, couvrant
 - les institutions de la mémoire (Mémorial du génocide, Bibliothèque Nationale, Archives nationales) ;
 - la culture et les arts, ainsi que
 - le patrimoine culturel (Musée National)
- Le sous-secteur SPORT

Ces sous-secteurs n'étant pas interconnectés, il a été jugé mieux d'analyser chacun d'eux à part. Ainsi, le reste du document sera présenté comme suit :

- **Sous-secteur**

- **Description**
- **Problèmes identifiés**
- **Potentialités**
- **Stratégies et programmes**

5 SOUS-SECTEUR CULTURE

Deux sous-groupes ont été identifiés dans ce sous-secteur :

- Les institutions de la Mémoire
- La culture et les arts

5.1 *Institutions de la Mémoire*

Le sous-groupe « Institutions de la Mémoire » est formé des départements ou institutions suivants :

- Direction Mémorial du Génocide
- Division Archives Nationales
- Division Bibliothèque Nationale

D'une façon générale, ce sont des services chargés de conserver la mémoire du pays dans tous les secteurs de la vie : mémoire du génocide, archives de l'administration, livres et autres écrits sur le Rwanda ou intéressant le Rwanda. Voici les principales tâches de chaque service intervenant dans ce sous-groupe :

5.1.1 Mémorial du génocide

- Construire et entretenir les sites du génocide : cette activité a été cédée au Musée Nationale, le Département Mémorial gardant celle d'identifier les sites concernés
- Traiter et conserver les preuves matérielles et immatérielles du génocide
- Constituer une documentation et faire des recherches sur le génocide rwandais
- Eduquer le peuple rwandais à la compréhension mutuelle et à la culture de la paix
- Amener la communauté nationale et internationale à mieux connaître la réalité sur les événements qui ont endeuillé le peuple rwandais et entaché la conscience de l'humanité

Parmi les principales réalisations de ce département, nous pouvons mentionner l'identification des sites du génocide, l'inhumation des victimes et l'édification de monuments sur les principaux sites identifiés. Actuellement on dénombre au niveau national 118 grands sites du génocide et des massacres de 1994.

Cette activité a été cédée au Musée National qui fait partie du sous-groupe 'Culture et Arts'. C'est également via la Direction du Mémorial que le Gouvernement suit le processus GACACA, surtout en ce qui concerne la collecte des informations et la constitution d'une base de données devant alimenter les recherches sur le génocide rwandais.

Les principaux partenaires dans ce domaine sont les suivants :

Tableau 2 : Partenaires de la Direction «Mémorial du Génocide»

Partenaires	Interventions
<i>Institutions de l'Etat</i>	
Inkiko Gacaca	Documentation
Musée Nationale du Rwanda	Conservation et Construction
FARG	Mémoire
CNUR	Documentation
Mairie de la Ville de Kigali	Mémoire
<i>ONG locales</i>	
IBUKA	Mémoire
AERG	Mémoire
Uwayisenga n'Manzi	Mémoire
AVEGA-AGAHOZO	Mémoire
Link Media production	Documentation
AOCM	Mémoire
ASRG	Mémoire
<i>Partenaires internationaux</i>	
Aegis Trust	Documentation Conservation Construction

Source : Direction Mémorial du Génocide

5.1.2 Archives Nationales

Cette division est actuellement chargée de collecter, traiter, classer et conserver les archives de l'Administration centrale et des administrations décentralisées ainsi que les autres institutions publiques et gérer la procédure de leur communication. Elle assure également l'inspection des archives au niveau national.

La principale activité actuelle consiste à visiter les archives des différentes administrations (ministères, Provinces, Tribunaux, Entreprises publiques,...) pour juger de l'état de leur conservation et prodiguer des conseils.

Néanmoins, au niveau central se pose encore des problèmes d'infrastructures, de personnel, mais aussi d'organisation car la place de ce département au sein du MIJESPOC reste discutable.

5.1.3 Bibliothèque nationale

La Bibliothèque Nationale devrait conduire la politique nationale de promotion de la lecture en constituant un fonds documentaire sur le pays, en coordonnant les activités des centres documentaires régionaux, en organisant des ateliers de lecture,... elle devrait également mettre en pratique le Contrôle de l'exécution du dépôt légal par les écrivains publiant au Rwanda.

Cependant, faute de moyens, d'infrastructures et de personnel, elle travaille au ralenti. Une restructuration est en cours, qui va aboutir à la création d'une seule institution regroupant la Bibliothèque nationale et les archives et dotée de moyens conséquents.

5.2 La Culture et les Arts

5.2.1 Description

La culture est à la fois un ensemble de valeurs, d'institutions et d'expressions et de savoir hérités du passé et une dynamique en tant que renouvellement perpétuel nourri par des options nouvelles et le contact avec le monde.

Le département chargé de la culture et des arts s'occupe des tâches suivantes :

- Elaborer la politique culturelle nationale
- Assurer la coopération avec les institutions internationales/nationales
- Promouvoir la créativité littéraire
- Protéger les œuvres intellectuelles
- Rechercher, collecter, conserver et valoriser le patrimoine physique et non - physique (livres, cassettes, fonds physiques - matériels, salles, support papier audio d'exposition).
- Conserver et promouvoir le folklore rwandais à l'intérieur et à l'extérieur du pays
- Promouvoir les danses traditionnelles africaines (danse rwandaise)
- Promouvoir la créativité artistique rwandaise à destination du marché interne et extérieur

Tableau 3 : Partenaires du département cultures et arts

<u>Partenaires</u>	<u>Interventions</u>
1. MINICOM	Valorisation des sites naturels et culturels
2. MINITERE	Protection de l'environnement (sites culturels et naturels)
3. MINALOC	Activités en rapports avec les activités culturelles.
4. MIGEPROFE	Promotion du genre dont certains éléments de la Culture sont considérés comme frein plein à sa promotion.
5. MINEDUC	Promotion des valeurs positives de la culture rwandaise.
6. ORTPN	Promotion du tourisme en général et du tourisme culturel en particulier
7. MNR	Institutions scientifiques de recherche culturelle + conservation des biens culturels nationaux.
8. IRST	Etudes rwandaises (littérature et kinyarwanda)
9. CUA (Centre Universitaire des Arts, UNR)	Promotion de la Culture et des Arts à l'UNR.
10. INTEKO IZIRIKANA/ ARPA (Association Rwandaise des Personnes Agées)	Trésors humains vivants
11. FERART	Promotion et appui aux Artistes
12. IBARWA LIBRAIRIE IKIREZI EDITIONS BAKAME EDITIONS URUKUNDO LIBRAIRIE CARITAS	Promotion de l'écrit Promotion Rwandaise du livre et de la lecture publique.

Partenaires	Interventions
	Toutes activités relatives à la culture.
13. Pro-femmes	Organisation et célébration de la Journée internationale de la Tolérance, etc.
14. NURC (Commission Nationale pour l'unité et la réconciliation)	Valeurs positives de la Culture pour l'Unité et la Réconciliation.
15. UNESCO	Institution internationale chargée de la culture dans toutes ses dimensions.
16. OMPI	Propriété Intellectuelle
17. ICCROM	Appui aux activités culturelles Formation des cadres

Source : Département culture et arts

5.2.2 Problèmes spécifiques du sous-secteur, hiérarchisation et analyse

5.2.2.1 Insuffisance des ressources humaines en quantité et en qualité

Ce problème constitue un handicap majeur au développement du sous-secteur. La situation actuelle révèle qu'il ya par exemple absence d'experts pour le traitement, la conservation des restes humains/archéologiques, management culturel...).

En outre, les ressources humaines en quantité insuffisantes constituent une entrave à la réalisation de toutes les activités prévues pour la promotion du sous-secteur. Cette lacune est l'une des raisons expliquées quant à l'absence de données statistiques dégageant la situation actuelle du sous-secteur. Par exemple l'inventaire des centres documentaires provinciaux, des traditions orales, des sites et monuments est un travail exigeant la répartition des tâches jusqu'au niveau décentralisé.

5.2.2.2 Insuffisance de l'infrastructure et équipement culturel

Le sous-secteur n'est pas doté d'infrastructures et équipements adéquats et suffisants. Cette situation trouve sa source à l'insuffisance du budget y alloué. Comme le problème précédent, les mauvaises conditions de travail ne permettent pas d'atteindre les résultats escomptés. Ceci a été beaucoup souligné dans la conservation documentaire où le département des archives nationales et bibliothèque nationale se heurtent à ce problème.

5.2.2.3 Désintéressement des partenaires internationaux et des investisseurs nationaux

Dépourvue de politique sectorielle, l'industrie culturelle est encore à l'état embryonnaire. Le manque de coordination des activités culturelles entraîne la dispersion des efforts et découragent les investisseurs nationaux. L'intervention des partenaires devient aussi minime.

5.2.2.4 *Inexistence d'une structure pédagogique et d'émulation en matière de culture*

L'inexistence d'une structure pédagogique se justifie par :

- L'insuffisance des activités littéraires et artistiques dans les écoles
- L'absence d'enseignants qualifiés dans le domaine
- L'absence de sensibilisation à la lecture dans les écoles
- Le manque d'encadrement des clubs littéraires et artistiques au niveau des écoles
- Pas de place réservé aux écrivains rwandais dans les curricula scolaires

Il a été également souligné l'inexistence d'une structure d'émulation en matière de culture et la situation actuelle montre que :

- Les troupes culturelles de danses sont dépourvues d'innovations (danses uniques)
- Les jeux variés caractérisant les régions ne sont pas connus
- Les troupes culturelles sont négligées
- Le ballet national n'est pas traité à sa juste valeur, etc.

5.2.2.5 *Destruction des sites et monuments*

Le patrimoine culturel s'est heurté aux destructions durant la guerre et les massacres de 1994. Faute de moyens suffisants, l'aménagement de tous les sites et monuments détruits ne peuvent pas se réaliser en même temps. Le musée National du Rwanda, ayant dans ses attributions la mise en valeur des sites et monuments trouve qu'un renforcement est nécessaire étant donné que le budget alloué à cette activité se révèle insuffisant

5.2.3 **Potentialités et opportunités**

- Le folklore rwandais est riche, varié et hautement apprécié au niveau international,
- volonté politique
- prolifération des associations culturelles
- existence de sites culturels, historiques et naturels.
- croissance du secteur touristique mondial et régional
- circulation des biens et services culturels au niveau régional et s/régional
- Un personnel local a été recruté dans le cadre de la documentation sur les juridictions GACACA. Ce personnel a été formé et certains sont déjà équipés en matériel audiovisuel (caméras, magnétophones, appareils-photo,...) et reçoivent régulièrement les fournitures nécessaires
- Beaucoup de bailleurs sont prêts à financer les différents programmes à mettre en place

5.2.4 **Contraintes**

- Manque de suivi-évaluation régulière des activités prévues
- Moyens de l'Etat limités
- Faible revenu de la population pour la consommation du produit touristique

5.3 Stratégies et Programmes du Sous-Secteur

5.3.1 La mission du sous-secteur

Faire des valeurs positives de la culture rwandaise et universelle non seulement le moteur de la vie individuelle et communautaire mais aussi celui de la réussite du peuple rwandais sur le plan social, économique et technologique.

5.3.2 Identification des Strategies et Programmes

Deux programmes prioritaires ont été identifiés, chacun d'entre eux comptant des sous-programmes :

Programme I : Développement des Institutions de la mémoire

Sous-programmes :

- Mémoire du génocide
- Recherche et conservation du Patrimoine documentaire

Programme II : Promotion de la Culture et des Arts

Sous-programmes :

- Recherche, acquisition, conservation et valorisation de l'héritage national
- Promotion du Folklore national
- Promotion des activités littéraires et artistiques
- Promotion du livre et du droit d'auteur

5.3.3 Programme I : Développement des Institutions de la mémoire

Objectif global:

Conserver la mémoire du Pays dans tous les secteurs de la vie et en particulier sur le Génocide

Objectifs spécifiques (OS)

OS₁ : Constituer une documentation systématique pour écrire l'histoire du génocide et présenter sa mémoire.

OS₂ : Amener la communauté nationale et internationale à mieux connaître la réalité sur les événements de 1994

OS₃ : Eduquer le peuple rwandais à la compréhension mutuelle et à la culture de la paix

OS₄ : Recevoir, conserver et communiquer les archives administratives, publiques et privées

OS5 : Promouvoir la culture de la lecture

Stratégies (S)

S11 . Créer un cadre organisationnel et juridique pour régir la mémoire du génocide

S12. Disponibiliser les moyens financiers, humains et matériels

S13. Collecter les informations sur le génocide

S14. Traiter et conserver les preuves matérielles et immatérielles sur le génocide

S21. Publier les informations sur le génocide

S22. Promouvoir la recherche sur le génocide rwandais

S23. Eriger des monuments sur les principaux sites du génocide

S31. Insérer l'histoire du génocide dans le curriculum national de l'enseignement

S32. Mettre des structures formelles et informelles d'éducation à la culture de la paix

S41. Mettre en place un cadre organisationnel et juridique régissant la gestion des archives nationales

S42. Mettre en place les infrastructures et équipements nécessaires

S43. Mettre en place un système de classement et de communication des archives

S51. Mettre en place un cadre organisationnel et juridique régissant la Bibliothèque nationale

S52. Mettre en place des infrastructures suffisantes et accessibles au public

S53. Sensibiliser le public à la lecture

S54. Informatiser la bibliothèque nationale

Plan d'actions

OS₁ : Constituer une documentation systématique pour écrire l'histoire et présenter la mémoire du génocide

Activités	Calendrier	Responsable	Intervenant	IOV	Budget
Stratégie 1.1. Créer un cadre organisationnel et juridique pour régir la mémoire du génocide					
Résultat attendu 1.1.1 La Commission Nationale de lutte contre le génocide est créée fin 2004					
1. Mettre en place et équiper une structure chargée d'organiser la commémoration du génocide	Janvier 2004	Août 2004	MJESPOC	MJESPOC, IBUKA, Bailleurs de fonds, FARC, MINALOC, Ville de Kigali	La structure existe et fonctionne correctement
2. Préparer le projet de mise en place de la Commission et le faire adopter par les instances habilitées	Février 2004	Mai 2004	MJESPOC	MJESPOC Ibuka MINIJUST Société civile	Document du projet
3. Mettre en place la commission	Mai 2004	Mai 2004	MJESPOC	MJESPOC Ibuka MINIJUST Société civile	La commission en place
4. Organiser la remise-reprise entre l'institution chargée de la mémoire et la commission.	Août 2004	Août 2004	MJESPOC	MJESPOC, IBUKA, Bailleurs de fonds MIFOTRA, Commission, Primature	Rapport de remise et reprise
Stratégie 1.2. Disponibiliser les moyens financiers, humains et matériels					
Résultat 1.2.1. Les moyens humains et matériels sont disponibles fin septembre 2004					
Recruter le personnel	Mai 2004	Juillet 2004	MJESPOC	MJESPOC	Le personnel en place
					50.000.000 Frw

Former le personnel	Juillet 2004	Août 2004	MJESPOC	MIFOTRA, Commission	Rapport de formation	
Acquérir d'autres matériels appropriés	Août 2004	Septembre 2004	MJESPOC	MJESPOC, commission	Matériel disponible	

Stratégie 1.3. Collecter les informations sur le génocide

Résultat attendu 1.3.1 Les informations sur le génocide sont collectées

Inventorier les informations existantes	A comme nce	Juillet 2004	Commission du mémorial	MJIESPOC commission Société civile	Catalogues des informations disponibles suivant les supports (CD, Cassettes, Brochures,...)	25.000.000 Frw
Rassembler les données déjà collectées par les partenaires	Mars 04	Continu	Commission du mémorial	MJIESPOC	Catalogues	
Centraliser les données collectées par le personnel local	Juin 04	Continu	Commission du mémorial	MJIESPOC, Province, commission, société civile	Catalogues	
Engager, équiper et former le personnel local dans les provinces	Juin 04	Continu	Commission du mémorial	MJIESPOC, MIFOTRA, Provinces	Rapports de recrutement et de formation	
Résultat 1.3.2 Les données sur le génocide sont traitées et conservées						
Dépouiller et trier les informations collectées	Juillet 04	Continu	Commission du mémorial	Commission du mémorial Société civile, Provinces, MJIESPOC	Rapport sur les informations collectées	12.000.000 Frw

Conserver les données collectées sur des supports modernes	Septembre 04	Continu	Commission du mémorial	Commission mémorial, société civile Province, Mijespor	Supports disponibles	
------------------------------------------------------------	--------------	---------	------------------------	--------------------------------------------------------	----------------------	--

Objectif Spécifique 2 : Amener la communauté nationale et internationale à mieux connaître la réalité sur le génocide de 1994

Activités	Début	Fin	Intervenant	Responsable	IOV	Budget
Stratégie 2.1. Publier les informations sur le génocide						
Résultat 2.1.1. Les données sur le génocide sont diffusées						
Publier un journal semestriel	Décembre 04	continu	Commission du mémorial, société civile, mémorial	Commission du mémorial	journal	17.000.000 Frw
Organiser des conférences, colloques, débats, interviews, émissions radiotélévisées au Rwanda et à l'étranger	Mars 2004	continu	MJESPOC, Commission du mémorial, Ambassades ORINFOR Société civile, Provinces, Ville de Kigali	Commission du mémorial	Documents de travail, cassettes des émissions	
Stratégie 2.1.2. Promouvoir la recherche sur le génocide rwandais						
Résultat 1. La recherche sur le génocide est organisée						
Mettre en place une équipe de chercheurs	Septembre 2004	continu	Commission du mémorial, société civile, provinces et Ville de Kigali	Commission du mémorial	Rapport de recherche	18.000.000 Frw
Inhumier dans la décence toutes les victimes du génocide	A commencé	Décembre 2004	MJESPOC, MINALOC, Société civile	Commission du mémorial	Rapport des opérations	

Construire et entretenir des sites mémoriaux dans tout le pays	Janvier 04	continu	Commission du memorial, MNR	Commission du mémorial	Sites érigés	
Collecter, traiter et conserver les preuves matérielles et immatérielles du génocide	1995	continu	Commission du mémorial, MIJESPOC, MINALOC, Société civile	MIJESPOC ou commission	Etat des sites érigés	

OS 3 : Eduquer le peuple rwandais à la compréhension mutuelle, à la culture de la paix et la prévention du génocide

Activités	Calendrier	Intervenant	Responsable	IOV	Budget
Stratégie 3.1. Insérer l'histoire du génocide dans le curriculum national de l'enseignement					
Résultat attendu 3.1.1. l'histoire du génocide est enseignée dans toutes les écoles du pays à partir de l'année scolaire 2006					
Elaborer un programme d'enseignement de l'histoire du génocide	Février 2005	Juin 2005	MJESPOC, Commission du mémorial, MINEDUC Université et instituts supérieurs	Commission du Mémorial	Document de programme
Formation des enseignants et de formateurs	Juillet 2005	Octobre 2005	MJESPOC, MINEDUC, Commission du mémorial, UNR, KIE	Commission du Mémorial	Rapports de formation
Organiser des visites guidées sur les sites du génocide pour toutes catégories de la population	Novembre 2005	continu	MJESPOC, MINALOC, Société civile, commission, MINEDUC, Province et Ville de Kigali	Commission du Mémorial	Rapports de visites ; Registres d'accueil des sites
Mettre sur pied des structures formelles et informelles d'éducation à la prévention du génocide et en assurer la coordination et le suivi	Janvier 2006	Continu	Commission du mémorial, MINEDUC, Provinces, Medias	Commission du Mémorial	Liste des structures créées
12.000.000 Frw					

Objectif Spécifique 4 : Recevoir, conserver et communiquer les archives administratives, publiques et privées

Activités	Calendrier	Responsable	Intervenant	IOV	Budget
S4.1. Mettre en place un cadre organisationnel et juridique régissant la gestion des archives au Rwanda					
Résultat attendu 4.1.1 Les textes régissant la gestion des archives sont actualisés					
Revoir les textes en vigueur	Juin 04	Juin 04	MJESPPOC	MJESPPOC	Textes revus
Élaborer un projet de révision des textes et le faire adopter	Mars 04	Mai 04	MJESPPOC	MJESPPOC	Projet de loi
Stratégie 4.2. Mettre en place les infrastructures et équipements nécessaires					
Résultat 4.2.1. Un bâtiment est prêt à accueillir les archives fin septembre 04					
Identifier les besoins en espace et en équipements	Mai 04	juillet 04	MJESPPOC	MJESPPOC	Document d'identification des besoins
Mobilisation des fonds	Mars 04	Mai 05	MJESPPOC	MJESPPOC	12.000.000 Frw
Acquisition du matériel et des équipements		Juin 06	MJESPPOC	MJESPPOC	
Recevoir les archives dans les nouvelles installations	Novembre 2006	Continu	MJESPPOC	MJESPPOC	
Stratégie 4.3. mettre en place un système de classement et de communication des archives					
Résultat 4.3.1. Un système moderne d'enregistrement, de classement et de gestion des archives est disponible fin juillet 04					
Elaboration du système de classement	A comme prévu	Juin 04	MJESPPOC	MJESPPOC	10.000.000 Frw
Trier et codifier les archives existantes	Juin 04	continu	MJESPPOC	MJESPPOC	
Publier les catalogues chaque année	Janvier 2005	continu	MJESPPOC		

Objectif Spécifique 5 : Promouvoir la culture de la lecture

Activités	Calendrier		Responsable	Intervenant	IOV	Budget
Stratégie 5.1. Mettre en place un cadre organisationnel et juridique régissant la Bibliothèque nationale						
Résultat 5.1.1. les textes régissant la Bibliothèque nationale sont disponibles début 2005						
Rédiger et faire adopter les textes régissant la bibliothèque nationale	Avril 04	Juillet 04	MJESPOC	MJESPOC		1.000.000 Frw
Faire adopter les textes	Juillet 04	novembre 04	MJESPOC	MJESPOC, PRIMATU RE, Parlement, Sénat		
Stratégie 5.2 Mettre en place des infrastructures suffisantes et accessibles au publics						
Résultat 5.2.1. Une bibliothèque est construite et équipée dans la Ville de Kigali fin 2005						
Appuyer la construction et l'équipement d'une bibliothèque à Kigali	A commencé	Décembre 2005	MJESPOC	MJESPOC ROTARY CLUB	Maison de la bibliothèque	100.000.000 Frw

Activités	Calendrier	Responsable	Intervenant	IOV	Budget
Résultat 5.2.2 Les centres documentaires provinciaux sont appuyés					
Initier la création des bibliothèques provinciales	A commencé	MIJESPOC	MIJESPOC PADCR	Bibliothèque disponible et fonctionnelle	10.000.000 Frw
Stratégie 5.3 Sensibiliser le public à la lecture					
Résultat 5.3.1 Des concours et ateliers de lectures sont régulièrement organisés					
Organiser 1 concours de lecture et 1 atelier de lecture par an	Février 2005	Continu	MIJESPOC	MIJESPOC, MINEDUC, Provinces, Ambassade, PADCR, Librairies, centres culturels, écrivains, etc.	Rapports de concours ou d'atelier
					12.000.000 Frw
Organiser des séances de discussion-débat autour d'un livre	Avril 2005	continu	MIJESPOC	MIJESPOC IBARWA PADCR LIBRAIRIES CENTRES CULTURELS	Rapport de discussions et débats
Stratégie 5.4 Informatiser la bibliothèque nationale					
Résultat : La bibliothèque nationale informatisée fin 2004					
Installer le logiciel de gestion documentaire	Octobre 04	Déc. 2004	MIJESPOC	MIJESPOC	Contrat et rapports d'installation
Former le personnel	Janvier 2005	continue	MIJESPOC	MIJESPOC	Rapports de formation

5.3.4 Programme II : Promotion de la Culture et des Arts

5.3.4.1 Objectif global

Sauvegarder et promouvoir les valeurs, les expressions et les institutions de la culture rwandaise

5.3.4.2 Objectifs Spécifiques:

1. Mettre en valeur le patrimoine culturel national,
2. Favoriser la créativité intellectuelle et artistique,
3. Favoriser la culture de la paix.

5.3.4.3 Stratégies:

- 1.1. Elaborer la politique nationale en matière de culture
- 1.2. Créer et développer des institutions chargées du patrimoine culturel
- 1.3. Procéder à un inventaire du patrimoine culturel national,
- 1.4. Définir les opportunités (créneaux porteurs) à exploiter
- 2.1 Créer et développer des structures et des mécanismes de formation et de promotion de l'artiste.
- 3.1 Contribuer à promouvoir les droits de l'homme et à lutter contre la discrimination
- 3.2 Favoriser le dialogue inter - culturel et la diversité culturelle.

5.3.4.4 Résultats Attendus :

- 1.1.1 Un document cadre de politique culturelle nationale produit fin 2004.
- 1.2.1 L'Académie rwandaise de Culture et de Langue opérationnelle fin 2005,
- 1.2.2 Cinq musées régionaux opérationnels fin 2006,
- 1.2.3 Cinq sites mémoriaux nationaux aménagés et opérationnels fin 2006
- 1.2.4 La chancellerie des ordres nationaux mise en place fin 2004.

1.3.1 - Tous les sites et monuments culturels inventoriés fin 2005

La collecte des traditions orales réalisées dans 12 provinces, fin 2006.

1.4. 1- Tous les créneaux porteurs du secteur culturel sont identifiés fin 2004.

2.1.1- L'école des arts de Nyundo est relancée début 2005

2.1.2 Des sessions de formation des artistes et des personnes ressources sont régulièrement organisées

2.1.3 Trois concours et trois expositions sont organisés fin 2006 au niveau national

5.3.4.5 Plan d'actions

1.1.1 Un document cadre de politique culturelle nationale produit fin 2004.

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
Elaboration des termes de référence et Recrutement d'un Consultant	Mai 2004	Mai 2004	Termes de référence Contrat avec le Consultant	MIJESPOC	MIJESPOC	25.000.000 Frw
Conduire l'enquête préliminaire	Mai 2004	Juin 2004	Rapport d'enquête	MIJESPOC	MIJESPOC Consultant	
Rédiger le projet de politique	Juillet 2004	Juillet 2004	Document de politique	MIJESPOC	MIJESPOC Consultant	
Restitution, Validation et publication du projet définitif	Août 2004			MIJESPOC	MIJESPOC, tous les partenaires	

1.2.1 L'Académie rwandaise de Culture et de Langue opérationnelle fin 2005,

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
Elaborer le projet de loi sur la mise en place de l'académie rwandaise de la culture	Mai 2004	Juin 2004	Projet de loi	MIJESPOC	MIJESPOC, MINIJUST	1 000 000 Frw
Organiser un séminaire sur le projet: Relance de l'académie rwandaise de la culture	Juin 2004	Juin 2004	Le document de projet actualisé	MIJESPOC	DCAS, minijust, MINED UC, UNR, IRST, MINR, CNRU, ORTPN, UNESCO, PRESIDENCE, PRIMATURE	
Soumettre le projet de lois aux instances habilitées pour approbation	Juin 2004	Juin 2004	Letter de transmission	MIJESPOC	MIJESPOC, PRIMATURE	

1.2.2 Cinq musées régionaux opérationnels fin 2006,

Activités	Calendrier		Indicateurs (IOV)	Responsable	Intervenants	Budget
1. Ouvrir deux musées à NYANZA	Janvier 2004		Contrats de réhabilitation	MIJESPOC	MNR, Provinces, MRAC, CNOSR, MIJESPOC, MININFRA	25.000.000 Frw
2. Ouvrir un musée de l'environnement de KIBUYE	Mai 2004	Déc. 2004	Rapport d'inauguration	MIJESPOC	MNR, Province de Kibuye, MIJESPOC	15.000.000 Frw
3. Suivre la réhabilitation de la maison Kandt	Mars 2004	Août 2004	Rapport des travaux	MIJESPOC	MNR, MIJESPOC, Coopération allemande	-
4. Ouvrir un musée d'Histoire Naturelle à la résidence Kandt	Octobre 2004		Rapport d'inauguration	MIJESPOC	MNR, MIJESPOC	5.000.000 Frw
5. Réhabiliter l'ex-State House de KANOMBE	1 ^{er} trimestre 2005		Rapport des travaux	MIJESPOC	MNR, MIJESPOC	20.000.000 Frw
6. Ouvrir un musée « vitrine des musées du Rwanda » dans l'ex-State House" à KANOMBE	Fin 2006		Rapport d'inauguration	MIJESPOC	MNR, MIJESPOC	2.500.000 Frw
7. Ouvrir un musée de la paix à RUHENGERI	Fin 2006		Rapport d'inauguration	MIJESPOC	MNR, CNUR, Province, MIJESPOC, MINISJUST, MININFRA	20.000.000 Frw

1.2.3. Six grands sites mémoriaux aménagés et opérationnels fin 2006

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
1. Aménager le site mémorial de BISESERO / KIBUYE	Mars 2004	Août 2004	Rapport des travaux	Commission du mémorial	MNR, Province, MIJESPOC	20.000.000 Frw
2. Aménager le site mémorial de Nyarubuye/Kibungo	Fin 2004		Rapport des travaux	Commission du mémorial	MNR, Province, MIJESPOC	12.000.000Frw
3. Aménager le site mémorial de MURAMBI / GIKONGORO	Fin 2005		Rapport des travaux	Commission du mémorial	MNR, MIJESPOC, AEGIS, TRUST, PROVINCE, AMBASSADE DES PAYS BAS, Angleterre, African Right	15.000.000 Frw
4. Aménager les sites mémoriaux de NYAMATA et NTARAMA/Kigali Ngali	Fin 2006		Rapport des travaux	Commission du mémorial	MNR, Province, MIJESPOC Belgique, Angleterre	
5. Aménager le site mémorial de Gisozi	Février 2004	Mai 2004	Rapport des travaux	Ville de Kigali	Belgique, Clinton fondation	50.000.000 Frw

1.2.4 La structure légale et organisationnelle des héros mise en place fin 2004.

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
1. Célébrer la journée nationale des Héros Bisesero / Kibuye	1/2/2004		Un rapport sur la célébration de la journée nationale des Héros est élaboré	MJIESPOC	MJIESPOC, PRIMATURE, PRESIDENCE, ORINFOR	34 million (dont 8million disponibles)
2. Poursuivre les recherches sur les Héros pressentis	Mars 2004		Un rapport de recherche est présenté au conseil des ministres	MJIESPOC	DCA commissaires et	
3. Elaborer le projet de la loi régissant la Commission Nationale des Héros et des médailles	Janvier - juin 2004		Un avant-projet de loi régissant la Commission Nationale des Héros et des Médailles sera présenté au Conseil des ministres	MJIESPOC	DCA commissaires et	
4. Imprimer la Biographie officielle commune des Héros désignés	Janvier-février 2004		2000 exemplaires de la Biographie sont diffusés	MJIESPOC	DCA commissaires et	
5. Finaliser le document de projet de loi régissant la commission nationale des héros	Juillet 2004		Document de projet de loi disponible	MJIESPOC	DCA commissaires et	

1.3.1 - Tous les sites et monuments culturels inventoriés fin 2005

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
1. Elaborer une fiche d'inventaire des sites et monuments culturels	Mai 2004	Mai 2004	Une fiche détaillée permettant un inventaire est disponible	MNR	MJIESPOC, MNR	12 000 000 Frw
2. Réaliser l'inventaire des sites et monuments culturels	Juin 2004	Août 2004	Les sites et monuments culturels qui sont dans le pays seront connus	MNR	DCA, MNR, ORTPN, MINICOM, MINITERE, MINALOC, UNESCO	
3. Elaborer la carte culturelle	Fin 2005		Une carte culturelle est publiée	MNR	DCA, MNR, UNESCO, ORTPN, MINICOM, MINITER, MINALOC	
4. Elaborer un guide culturel	2004-2006		Un guide culturelle est mis à la disposition du public	MNR	DCA, MNR, UNESCO	
5. Elaborer les dossiers détaillés des cinq sites culturels à inscrire au patrimoine mondial	Début 2004- fin 2005		5 dossiers sont soumis au centre du patrimoine culturel de l'UNESCO	MNR	DCA, UNESCO, C NUR, MINICOM, ORTPN	

1.2.5. La collecte des traditions orales réalisées dans 11 provinces et la ville de Kigali, fin 2006.

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
1. Inventorier les intervenants dans la collecte des traditions orales	Mai 2004	Août 2004	Document d'inventaire des intervenants	MJESPOC	MJESPOC, MNR, PAD CR, UNESCO, IRST, UNR (FLSH)	20.000.000Frw
2. Organiser un séminaire - atelier d'élaboration du projet de collecte des traditions orales	Août 2004	Août 2004	Rapport séminaire atelier	MJESPOC	MJESPOC, MNR, PAD CR, UNESCO, IRST, UNR (FLSH)	
3. Collecter les traditions orales	Août 2004	Déc. 2006	Inventaire des supports enregistrés	MJESPOC	MJESPOC, MNR, PAD CR, UNESCO, IRST, UNR (FLSH)	
4. Traiter les T. O. collectés	Août 2004	continu.	Un répertoire exhaustif des T.O. collectés est disponible	MJESPOC	MJESPOC, MNR, PAD CR, UNESCO, IRST, UNR (FLSH)	
5. Publier les résultats des recherches	Déc. 2004	Chaque semestre	Des recueils des T.O. collectées sont mis à la disposition du public	MJESPOC	MJESPOC, MNR, PAD CR, UNESCO, IRST, UNR (FLSH)	

1.4. 1- Tous les créneaux porteurs du secteur culturel sont identifiés fin 2004.

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
Organiser un séminaire - atelier pour identifier les créneaux porteurs de l'industrie culturelle au Rwanda	Fin 2004		Un document sur les créneaux porteurs est mis à la disposition des investisseurs	MIJESPOC	PEDA, Ballet National, FESPAD, FAA, PADCR, Editeurs, Producteurs, FRSP, FR / Artiste Médias	1.000.000 Frw

2.1.1- L'école des arts de Nyundo est relancée début 2005

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
Mener des concertations pour la réouverture de l'Ecole d'Arts de NYUNDO / GISENYI	Mai 2004	Déc. 2004	Le calendrier du processus de redémarrage de l'école est arrêté	MIJESPOC	MIJESPOC, MINEDUC, DNV	1.000.000 Frw

2.1.2 Des sessions de formation des artistes et des personnes ressources sont régulièrement organisées

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
1. Organiser des sessions de formation en faveur des professeurs d'initiation artistique	juillet 2004	continu	Tous les professeurs titulaires du cours sont formés et dotés de matériel didactique	MIJESPOC	FA, MINEDUC, Centre Itorero, PADCR+ CVA	8 000 000 Frw dont 2 000 000 disponibles
2. Organiser trois sessions de formation des encadrateurs culturels de Centre ITORERO	juillet 2004	continu	Tous les encadrateurs culturels des centres ITORERO sont formés et dotés de matériel didactique	MIJESPOC	FA, MINEDUC, Centre Itorero, PADCR	6 000 000 Frw
3. Organiser des ateliers multidisciplinaires de production artistique et intellectuelle	juillet 2004	continu	Les capacités professionnelles sont renforcées; Il y a croissance de la production artistique	MIJESPOC	FA, PADCR, UNESCO, MNR, Ballet National, FESPAD, Association d'Artistes+ CVA	9 000 000 Frw

2.1.3 Trois concours et trois expositions sont organisés fin 2006 au niveau national

Activités	Calendrier		Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
1. Organiser annuellement une exposition nationale d'œuvres d'arts plastiques	juillet 2004	Août 2006	Rapport d'exposition	MIJESPOC	FA,MNR, CNOSR,PADCR, UNESCO,HOTELLIERS	21.000.000 Frw
2. Organiser la phase finale du tournoi culturel inter-scolaire	Septembre (2004-2006)		Rapport de l'événement	MIJESPOC	Associations d'artistes FESPAD,DCA, MINEDUC Ballet national, Centre Itorero, PADCR, UNESCO.	36.000.000
3. Célébrer annuellement la fête nationale de la culture	8-Septembre Chaque année		Les prix du tournoi sont remis	MIJESPOC	FESPAD, MINEDUC Ballet national, Centre Itorero, PADCR, UNESCO.	DCA, Frw

2.1.4 Deux éditions du FESPAD sont organisées fin 2006,

Activités	Calendrier	Indicateurs	Responsable	Intervenants	Budget
1. Elaborer des statuts et une structure d'organisation régissant le FESPAD	1er Trimestre 2004	Le projet des textes réglementaires régissant le FESPAD est disponible	MJESPPOC	Secrétariat Général du FESPAD, Comité organisateur du FESPAD	282.866.315 Frw
2. Monter et équiper le secrétariat général du FESPAD en personnel et matériels	Janvier 2004	Le secrétariat général est mis en place, équipé et opérationnel	MJESPPOC	Secrétariat, Comité d'organisation	
3. Effectuer des missions de sensibilisation et d'exploration dans les provinces	Février-mars 2004	Les provinces qui accueillent le festival seront déterminées	MJESPPOC	Secrétariat, Comité d'organisation	
4. Effectuer des missions à l'extérieur du Rwanda	1 ^{er} trimestre 2004	- Le taux de participations des délégations étrangères est élevé - La couverture médiatique de l'événement est à l'échelle internationale - D'éminents conférenciers du domaine animeront les conférences	MJESPPOC	Secrétariat, Comité d'organisation	
5. Organiser le village de la danse nationale de la culture	Août 2004	Les animations culturelles quotidiennes (exposition, atelier, soirées dansantes, etc)	MJESPPOC	Secrétariat, Comité d'organisation	
6. Produire le rapport final du FESPAD	Septembre 2004	Le rapport final du FESPAD 2004 est produit	MJESPPOC	Secrétariat, Comité d'organisation	

6 SOUS-SECTEUR SPORT

6.1 Description

6.1.1 Définition des concepts

- Sport : D'après la Loi N°05/1987 du 18/02/1987, le sport est toute activité physique exercée dans le sens du jeu, de la compétition et de l'effort et dont la pratique suppose un entraînement méthodique et de la discipline (art. 2)
- Loisirs : la même loi définit les loisirs comme étant toutes les activités récréatives ou distractives auxquelles on s'adonne de plein gré pendant le temps libre en dehors des occupations habituelles
- La loi de 1987 affirme le caractère non lucratif du sport au Rwanda (art. 8). Cependant, elle reconnaît la possibilité d'organiser un sport lucratif (ou professionnel)

6.1.2 Description des tâches des différents départements intéressés

Infrastructures sportives

- Inventaire des infrastructures sportives
- Gestion et entretien du Complexe sportif « Stade AMAHORO »
- Assistance technique aux collectivités provinciales en matière de construction des infrastructures sportives
- Elaboration des plans-type des infrastructures sportives et de loisirs
- Formation en gestion et entretien des infrastructures et équipements sportifs
- Inventorier, commander et distribuer les équipements aux équipes nationales
- Inspection de la gestion des infrastructures sportives et de loisirs
- Appui aux initiatives de fabrication des équipements sportifs et de loisir

Sport scolaire et universitaire

Note : le sport scolaire est géré à partir du ministère ayant l'éducation dans ses attributions. Le rôle du MIJESPOC à ce niveau concerne essentiellement l'assistance technique, le renforcement des capacités et l'inspection (suivi-évaluation). Ce travail apparaît dans les activités suivantes :

- Formation des animateurs sportifs pour les écoles primaires et secondaires
- Organisation des compétitions sportives scolaires
- Appui technique à la Fédération du Sport universitaire (FSU)
- Suivi et inspection des programmes d'EPS dans les curricula d'enseignement primaire et secondaire
- Détection des jeunes talents et organisation de camps d'entraînement pour les jeunes identifiés

Sport civil et Loisirs

- Elaborer, actualiser et publier les lois et règlements en matière de sport
- Appui technique aux fédérations nationales
- Sélection et gestion des équipes nationales
- Lutte contre le dopage dans le sport
- Appui à l'Association nationale des médecins du sport

- Appui aux sports spécialisés : sport des handicapés, sport féminin, sport militaire et au sein de la police
- Recherche et codification des sports traditionnels
- Formation des animateurs et officiels sportifs dans les provinces et la Ville de Kigali
- Elaboration des manuels de formation en EPS
- Elaboration et publication des palmarès sportifs au niveau national
- Organisation des compétitions nationales interdisciplinaires
- Elaboration du calendrier sportif national
- Organisation et codification des compétitions dans le cadre de la promotion du sport et des loisirs pour tous
- Détection des jeunes talents

Coopération régionale et internationale en matière de sport

- Entretenir des relations avec les Institutions régionales et internationales en matière de sport
- Elaboration de projets et recherche de financements en matière de sport

6.1.3 Statistiques

Ce secteur souffre actuellement d'un manque de données statistiques fiables. Les fédérations et associations nationales ne transmettent pas de rapport au ministère et il n'existe aucun système de suivi de ce qui se passe dans le pays en matière de sport. Les efforts déployés par tous les intervenants dans l'élaboration des stratégies sectorielles ont abouti sur les données suivantes, qu'il faut prendre avec réserve car les recherches continuent :

Tableau 4 : statistiques sur les fédérations

Fédération	Nombre de Clubs	Nombre d'entraîneur	Nombre d'arbitres	Pratiquants (licenciés)
1. FRVB	8 Masculins 7 Féminins	Mini VB= 1601 Niv. Pas= 80 Niv. 1FIVB= 37 Niv. IIFIVB= 4	International= 5 National=19 Régional=7	117 hommes 91 Femmes
2. FERWAFA	14 clubs 1 ^{er} Div 15 clubs 2 ^{ème} Div 42 CLUBS Juniors			420 450 1260
3. F.R.Athlétisme	13 clubs mixtes			Pas de licence
4. Handball	6 Dames 4 Hommes	40 mais pas actifs		400
5. Natation	7	20 maîtres NIV	Pas d'officiel formé	140
6. Handisport	7			
7. Tennis de table	11 mixtes			Sans licence
8. Boxe	7	5		-
9 Tennis	9			
10 Cyclisme	7	4		
11. F.R.Rugby	7 clubs scolaires	19	19	252

	5 clubs seniors			180
12. Cricket	5	12		
13. ASCOKI pluridisciplinaire	14 équipes de FB 7équipes de VB 6.équipes de BB			
14 ANP Sport féminin pluridisciplinaire et travaille avec toutes les fédérations	5 associations			
15. FERWADE	5clubs			
16. Basketball	7	Niveau I =35 Niveau II= 5	National : 4 International : 1	114
17 Rwanda Golf Association	3	NIV 1	Commission d'arbitrage	130
18. Fejeutrar	15	15	10	225
19 KARATE				
20. Fédération Rwandaise du sport scolaire	12 associations	60 animateurs	Arbitres des fédérations	344 Etablissment
21. Fédération rwandaise du sport universitaire	26	26		672
22. Rwanda Automobile club				
23. Associations des journalistes				25

Source : Direction des sports

Tableau 4 : Partenaires du sous-secteur

	<u>Partenaires</u>	<u>Interventions</u>
1.	Les <u>Fédérations unidisciplinaires</u> FERWAFA, FRVB, FERWACY, FERWABA, FERWAHAND, FRA, FRT, FRNA, RABA, FERWAKA, FRTT, FRC, RAC, Rugby, Golf.	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des compétitions nationales et internationales - Formation des encadreurs - Détection des talents
2.	Les <u>fédérations pluridisciplinaires</u> <ul style="list-style-type: none"> - Fédération Rwandaise du Sport Scolaire - Fédération Rwandaise du Sport Universitaire - FEJEUTRAR 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des championnats interscolaires primaire et Secondaire - Détection des talents - Organisation des championnats inter universitaire - Promotion des jeux traditionnels - Codification des jeux traditionnels

	- HANDISPORT	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration sociale des handicapés - Promotion du sport des handicapés
3.	<u>Les associations pluridisc.</u> <ul style="list-style-type: none"> - A N Sport Féminin - Association du sport corporatif de Kigali ville 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des Tournois pour la Promotion du Sport féminin - Sensibilisation des femmes à la pratique du sport - Organisation des compétitions à caractère de loisirs entre les établissements publics et privés
4.	<u>Les Associations para sportives</u> <ul style="list-style-type: none"> - Association Rwandaise de la Médecine du sport - Association des journalistes sportifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi médical des athlètes - Lutte contre le dopage - Appui à la promotion du sport par le biais des médias
5.	Comité National Olympique et Sportif du Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> - Propagation du mouvement olympique - Formation des cadres
6.	Les Provinces	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en pratique de la politique nationale du sport (Décentralisation)
7.	<u>Les Ministères</u> MINEDUC MINADEF MINISANTE MININTER MINIFRAST MINALOC	<ul style="list-style-type: none"> - Financement des compétitions de la Fédération du sport scolaire et la Fédération du sport universitaire - Enseignement du sport dans le milieu scolaire - Formation des cadres supérieurs d'EPS - Organisation et financement du sport militaire - Par le biais du sport, il organise des compétitions pour la sensibilisation de prévention contre les maladies. - Sécurité sur les Stades - Organisation des compétitions entre les agents de la police nationale - Construction des Stades - Expertise dans les études en rapport avec les infrastructures sportives - Sensibiliser la population sur les bienfaits du sport et des loisirs dans leur vie quotidienne
8.	<u>Ambassade des Pays-Bas</u> Chine Rhénanie-Palatinat Afrique du Sud France République Fédérale d'Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> - Financement du Projet "Volley-ball pour la Jeunesse vers un avenir meilleur" - Financement pour la construction des infrastructures - Envoi des cadres techniques en matière de sport - Coopération en formation des Entraîneurs - Construction des terrains de sport - Envoi des cadres techniques en matière de sport
9.	Les fédérations internationales et le C.I.O et C.I.P (Comité International Paralympique	-

Source : Direction des sports

Tableau 5 : Répartition des terrains au niveau national suivant leur catégorie

Jeux	Nombre de terrains	Catégorie	
		1	2
1.RUHENGERI			
Football	115	60	55
Volleyball	92	86	6
Basketball	29	25	4
Handaball	10	9	1
Tennis	1	-	1
S/Total	247	180	67
2. GIKONGORO			
Football	54	-	-
Volleyball	64	-	-
Basketball	19	-	-
Handaball	14	-	-
S/total	151		
3.BUTARE			
Football	93	51	42
Volleyball	110	60	50
Basketball	47	44	3
Handaball	17	11	6
Tennis	6	6	-
S/total	273	166	101
4.GITARAMA			
Football	122	44	76
Volleyball	120	61	59
Basketball	42	28	14
Handaball	36	23	13
Tennis	1	1	-
S/total	321	157	164
5.BYUMBA			
Volleyball	68	42	26
Basketball	28	18	10
Handaball	47	28	18
Tennis	4	4	-
S/total	147	89	58
6.MVK			
Football	48	7	41
Volleyball	61	33	28
Basketball	36	32	13
Handaball	8	5	3
Tennis	4	2	2
S/total	157	79	78
7.UMUTARA			
Football	24	1	23
Volleyball	8	4	4
Basketball	5	3	2
Handaball	2	-	2
S/total	39	8	31
8.GISENYI			
Football	67		

Volleyball	48		
Basketball	31		
Handaball	20		
Tennis	3		
.....volley	3		
S/total	172		

Source : Direction des sports/MIJESPOC

6.1.4 Problèmes spécifiques du sous-secteur, hiérarchisation et analyse

6.1.4.1 Insuffisance d'infrastructures appropriées

Les infrastructures sont insuffisantes pour certaines disciplines, inexistantes pour d'autres et inadaptées pour les handicapés physiques.

Beaucoup d'entre-elles ne respectent pas aussi les normes internationales. Il ya un manque général d'équipement suite à l'insuffisance du budget qui y est alloué. C'est pourquoi il faut encourager et appuyer les initiatives des privés et de la société civile.

Ce problème trouve aussi ses origines à la faible implication de la part de certaines autorités à la création et à l'implantation des infrastructures et de l'achat du matériel de sport.

6.1.4.2 Existence des équipes non encadrés par les fédérations

Les fédérations enregistrées sont au nombre de 33 mais ces dernières n'assurent pas l'encadrement de toutes les équipes. En outre, il n'y a aucun système de suivi pour inventorier les équipes éparpillées. D'où nécessité de mettre en place un système de suivi en vue d'une bonne planification

6.1.4.3 Manque d'entraîneurs et arbitres qualifiés

La non performance en matière de sport résulte :

- de l'insuffisance d'entraîneurs et d'arbitres qualifiés
- des enseignants de sport non qualifiés en la matière
- du temps alloué au sport insuffisant

Ces derniers sont à leur tour liés :

- à l'absence d'une politique bien définie en matière de sport
- à l'insuffisance du budget pour rémunérer les entraîneurs et arbitres
- au désintéressement des investisseurs nationaux

6.1.5 Atouts et potentialités

- La population est jeune
- Une même langue de communication
- Densité élevée de la population et système d'habitat regroupé pouvant favoriser l'organisation (et le financement) des activités sportives,
- Relief très diversifié, favorable à l'athlétisme de haut niveau

- Structures organisationnelles présentes et fonctionnelles : SOJ, fédérations, associations, ...
- Volonté politique de promouvoir le sport à tous les niveaux
- Les infrastructures existantes

6.1.6 Risques

- Manque de suivi-évaluation régulière des activités prévues
- Le relief escarpé du Rwanda ne permet pas la construction des infrastructures voulues
- L'enclavement de notre pays entraîne la montée des prix des équipements sportifs
- La pauvreté ne permet pas l'achat du matériel sportif

6.1.7 Mission du sous-secteur

Promouvoir les activités physiques et sportives pour-toutes les catégories de la population dans le but d'accroître et maintenir la santé de la population et contribuer au développement socio-économique

Identification des stratégies et des programmes

Programme 1 : Acquisition d'Infrastructures et équipements sportifs

Programme 2 : Promotion des activités sportifs et de loisirs

Programme 3 : Formation en matière d'EPS et de loisirs

6.1.8 Programme I : Acquisition d'Infrastructures et équipements sportifs

Objectif spécifique (OS)

OS1 : Rendre disponible les infrastructures sportives et de loisirs adéquates à tous les niveaux

Stratégies (S)

S11. Rendre disponible les Plans-type des infrastructures jusqu'au niveau des Districts

S12. Mettre en place de nouvelles infrastructures sportives de normes internationales

S13. Rendre disponible les équipements et le matériel sportif par la promotion de la production locale et la facilitation de l'importation

Plan d'action

Activités	Calendrier	Responsable	Intervenant	IOV	Budget
Objectif spécifique 1. Rendre disponible des infrastructures sportives et de loisirs adéquates à tous les niveaux					
Stratégie 1.1. Rendre disponible les Plans-type des infrastructures jusqu'au niveau des Secteurs					
Résultat 1.1.1 Les plans-type des infrastructures de football, basket-ball, volley-ball, handball et athlétisme sont disponibles jusqu'au niveau des secteurs jusqu'à la fin 2004					
Elaborer et faire adopter les plans-type des infrastructures sportives et de loisirs	Avril 04	Décembre 2004	MJIESPOC	MJIESPOC Fédération Associations	Plans-type adoptés Budget ordinaires
Multiplier et distribuer les plans aux autorités sportives des provinces	Avril 04	Décembre 2004	MJIESPOC	MINEDUC Fédérations Centres Itorero(associations de sport scolaire Districts	Plans types disponibles jusqu'au niveau des secteurs
Stratégie 1.2. mettre en place de nouvelles infrastructures sportives de normes internationales					
Résultat 1.2.1. Le Stade régional de Gikongoro est achevé à la fin 2005					
Construction de la clôture du stade régional de GIKONGORO	Mai 2004	Décembre 2004	MJIESPOC MININFRA	MJIESPOC MININFRA MINECOFIN Province de Gikongoro	P.V de récupération de la clôture achevée Budget de développement du MINECOFIN
Construction des vestiaires, toilette et aménagement du stade de Gikongoro	Janvier 2005	Décembre 2005	MJIESPOC MININFRA	MJIESPOC MININFRA MINECOFIN Province de Gikongoro	P.V de récupération des vestiaires, des toilettes et aménagements achevés
Résultat 1.2.2. La réhabilitation du Complexe sportif « Stade National Amahoro » est achevée à la fin 2005					
Etude de réhabilitation du Complexe sportif « Stade	Mai 2003	Mai 2004	MJIESPOC	Ambassade de Chine	Un document d'étude

Amahoro » deuxième phase									
Travaux de réhabilitation du Stade Amahoro	2004	2005	MIJESPOC	Ambassade de Chine MININFRA MINAFET	P.V de réception				
Résultat 1.2.3. L'étude de construction des Stades régionaux des Provinces d'UMUTARA et Kigali-Ngali et l'actualisation de l'étude de construction du stade Régional de Kibungo sont achevées à la fin 2005									
Recherche de fonds pour le financement de l'étude	Mai 2004	Mars 2005	MIJESPOC	MINECOFIN	Fonds disponible	Budget de développement			
Etude du projet de construction du stade régional d'Umutara	Avril 2005	Déc. 2005	MIJESPOC	MINECOFIN MININFRA Provinces	Document d'étude disponible				
Résultat 1.2.4. Etude de construction d'un Centre national d'entraînement de haut niveau est faite à la fin 2006									
Recherche de fonds d'étude	Janvier 2005	Juin 2005	MIJESPOC	MINECOFIN MINAFET Bailleurs de fonds Sociétés civile et le secteur privé	Fonds disponibles	Fonds d'Etat pour le développement sportif Loterie du secteur privé et de la société civile et des bailleurs de fonds			
Etude de construction	Juillet 2005	Décembre 2005	MIJESPOC	MINECOFIN MINAFET Bailleurs de fonds Sociétés civile et le secteur privé	Fonds disponibles	Fonds d'Etat pour le développement sportif Loterie du secteur privé et de la société civile et des			

						bailleurs de fonds
Recherche de fonds de construction	Janvier 2006	Décembre 2006	MIJESPOC	MINECOFIN MINAFET Bailleurs de fonds Soietés civile et secteur privé	Fonds disponibles	Fonds d'Etat pour le développement sportif Loterie du secteur privé et de la société civile et des bailleurs de fonds
Résultat 1.2.5 Etude d'un complexe médico-sportif et de lutte anti-dopage est faites à la fin 2006						
Recherche de fonds/étude	2006	2006	MIJESPOC MINISANTE	MINECOFIN MINAFET Société civile et secteur privé Bailleurs de fonds et CONFJES	Fonds disponibles	Fonds de l'Etat Loterie du secteur privé et société civile et bailleurs de fonds
Etude de construction						
Recherche de fonds de construction	2006	2006	MIJESPOC MINISANTE			
	2006	2006	MIJESPOC MINISANTE			
Stratégie 1.3. Rendre Disponible les équipements et le matériel sportif par la promotion de la production locale et la facilitation de l'importation						
Résultat 13.1. Une filière de formation à la fabrication de matériel de sport est intégrée dans les CFJ à la fin 2005						
Elaboration des curricula de formation	Mai 2004	Mai 2005	MIJESPOC MIFOTRA	MIJESPOC MIFOTRA CONFJES	Curricula disponibles	Budget ordinaire et CONFJES
Formation des formateurs pour	Juin	Décem	MIJESPOC	MIJESPOC	Pvde formation	Budget

les CFJ et les association des jeunes	2005	bre 2005	MIFOTRA	MIFOTRA CONFJES MINAFET	des formateurs	ordinaire CONFJES et
------------------------------------------	------	-------------	---------	-------------------------------	----------------	----------------------------

6.1.9 Programme II : Promotion des activités sportives et de loisirs

6.1.9.1 Objectifs spécifiques (OS)

OS1 : Permettre à chaque citoyenne et à chaque citoyen de pratiquer le(s) sport(s) de son choix

OS2 : Promouvoir la pratique du sport d'élite

OS3 : Renforcer la coopération en matière de sport

6.1.9.2 Stratégies (S)

S11. Elaboration de la Politique nationale en matière de sport

S12. Mettre en place les structures d'organisation du sport et des loisirs dans toutes les provinces et dans tous les districts

S13. Elaboration des calendriers permanents des compétitions sportives dans toutes les disciplines et dans toutes les catégories et en faire le suivi

S14. Formation des animateurs sportifs et des officiels dans toutes les disciplines

S15. Mettre en place une banque de données sur le sport et les loisirs

S16. Mettre en place un système de communication en matière de sport

S21. Appuyer les Fédérations et Associations nationales de Cadres techniques et administratifs qualifiés

S22. Optimiser les conditions de préparation et d'accompagnement des athlètes de haut niveau

S23. Réglementer et contrôler la gestion des équipes nationales

S24. S'affirmer dans les grands événements sportifs régionaux et internationaux

S25. Mettre en place un système de détection des talents

S31 Favoriser la coopération avec les instituts et centres d'entraînement du sport de haut niveau

S32. Stimuler le processus de jumelage et d'échanges bilatéraux et multilatéraux dans le domaine du sport

S33. Renforcer les relations avec les institutions régionales et internationales en matière de sport

S34. Renforcer les relations entre tous les intervenants à tous les niveaux

6.1.9.3 Plan d'actions

OS1 : Permettre à chaque citoyen(ne) et à chaque citoyen(ne) de pratiquer le(s) sport(s) de son choix

Activités	Début	Fin	Responsable	Intervenant	IOV	Budget	
Stratégie 1. Elaborer la Politique nationale en matière de sport							
Résultat attendu 1. La politique nationale en matière de sport est élaborée et adoptée fin 2004							
Elaboration des termes de référence et Recrutement d'un Consultant	Avril 04	Mai 04	MIJESPOC	MIJESPOC	Termes de référence Contrat avec le Consultant	5.000.000 Frw	
Conduire l'enquête préliminaire	Mai 04	Mai 04	MIJESPOC	MIJESPOC Consultant	Rapport d'enquête		
Rédiger le projet de politique	Juin 04	Juillet 04	MIJESPOC	MIJESPOC Consultant	Ducument de politique		
Restitution, Validation et publication et diffusion du projet définitif	Juillet 04	Août 04	MIJESPOC	MIJESPOC, Consultant, Partenaires du sport			
Stratégie 1.2. Mettre en place les structures d'organisation du sport et des loisirs dans toutes les provinces et dans tous les districts							
Résultat attendu 1.2.1 Une structure d'organisation du sport et des loisirs est mise en place dans chaque Province fin 2004							
Réunions de sensibilisation à la mise en place des Centres ITORERO dans les Provinces	A commencé	Jan. 04	MIJESPOC	MIJESPOC	Rapports de visite	12.000.000 Frw	
Elaboration des textes régissant les Centres ITORERO , Mise en place des Comités	A commencé	Mars 04	MIJESPOC	MIJESPOC	Instructions ou arrêté 04ministériel régissant les CI		
Installation des équipements, Formation des animateurs des CI	Mars 04	Déc. 04	MIJESPOC	MIJESPOC Provinces	Rapports d'inauguration des CI		
Stratégie 1.3. Elaboration des calendriers permanents des compétitions sportives dans toutes les disciplines et dans toutes les catégories et en faire le suivi							
Résultat attendu 1.3.1 Le calendrier sportif national est disponible fin Janvier 2004							

Elaborer et distribuer le calendrier national des compétitions dans toutes les provinces	Janvier 04	Février 04	MJESPOC	MJESPOC Provinces	Calendrier	60.000.000 Frw
Organiser les compétitions nationales	Mars chaque année	Nov. Chaque année	MJESPOC	MJESPOC Provinces	Rapports des compétitions	
Elaborer et publier le Palmarès national dans chaque discipline	Décembre 04	continu	MJESPOC	MJESPOC Tous les partenariess	Palmarès	
Stratégie 1.4 Formation des animateurs sportifs et des officiels dans toutes les disciplines						
Résultat attendu 1.4.1 Deux animateurs sportifs sont formés pour chaque Province à la fin 2004						
Identifier les animateurs à former dans chaque Province	Mars 04	Juillet 04	MJESPOC	MJESPOC C.ITORERO	Rapports CI	36.000.000 Frw
Elaborer ou actualiser les Curricula de formation des animateurs sportifs	Juillet 04	Septembre 04	MJESPOC	MJESPOC C.ITORERO	Curricula disponibles	
Organiser les séminaires de formation	Oct 04	continu	MJESPOC	MJESPOC C.ITORERO		
Résultat attendu 1.4.2 Un animateur volontaire est formé pour chaque District à la fin 2006						
Identifier les animateurs à former dans chaque District	Mai 04	Juillet 04	MJESPOC	MJESPOC C.ITORERO	Rapports CI	48.000.000 Frw
Organiser les séminaires de formation	Jan 05	continu	MJESPOC	Centres ITORERO	Rapports de formation	
Résultat attendu 1.4.3 A la fin 2005, deux arbitres sont formés pour chaque province et dans chacune des disciplines suivantes : Football, Basket-ball, Volley-ball, Handball et Athlétisme						
Organiser les séminaires de formation des officiels dans les disciplines identifiées	Jan 05	continu	MJESPOC	MJESPOC Fédérations	Rapports de formation	12.000.000 Frw
Stratégie 1.5 Mettre en place une banque de données sur le sport et les loisirs						
Résultat attendu 1.5.1 Une banque de données sur les infrastructures et le nombre de pratiquants des différentes disciplines est disponible au niveau de chaque Province à la fin 2004						
Créer et maintenir une base de données informatisée	Juillet 04	continu	MJESPOC	MJESPOC C.ITORERO	Base de donnée	30.000.000 Frw

Organiser le système de collecte des informations au niveau de chaque District	Juillet 04	Juillet 04	MIJESPOC	MIJESPOC Provinces		
--------------------------------------------------------------------------------	------------	------------	----------	--------------------	--	--

OS2 : Promouvoir la pratique du sport d'élite

Activités	Début	Fin	Responsable	Intervenant	IOV	Budget
S2.1. Appuyer les Fédérations et Associations nationales de Cadres techniques et administratifs qualifiés						
Résultat 2.1.1 : Un secrétaire permanent de niveau Ao est recruté pour 10 fédérations au moins à la fin 2006						
Recherche de financement pour la rémunération des SP	Jan 04	Déc 04	MIJESPOC	MIJESPOC	Documents de projets déposés chez les bailleurs	20.000.000 Frw
Recrutement de SP pour 5 fédérations	Jan 05	Mars 05	MIJESPOC	MIJESPOC +Fédération	Rapports de recrutement	
Recrutement de SP pour 5 autres fédérations	Jan 06	Mars 06	MIJESPOC	MIJESPOC +Fédération	Rapports de recrutement	
Stratégie 2.2. Optimiser les conditions de préparation et d'accompagnement des athlètes de haut niveau						
Résultat 2.2.1. A la fin 2005, un entraîneur de niveau international est recruté pour chacune des disciplines suivantes : Athlétisme, Football, Volley-ball, Basketball, Boxe, Handball, Karaté, Tennis, echecs						
Recrutement d'entraîneurs de haut niveau pour les disciplines identifiées	A commencé	Déc. 05	MIJESPOC	MIJESPOC Fédérations concernées	Contrats	72.000.000 Frw
Résultat 2.2.2. Un centre médico-sportif est créé fin 2006						
Etude du projet de création d'un centre médico-sportif	Juillet 04	Déc 04	MIJESPOC	MIJESPOC CNOSR ARDMES	Document de projet	100.000.000 Frw
Recherche de financement	Jan 05	Juin 05	MIJESPOC	MIJESPOC CNOSR ARDMES	Documents de négociation Protocoles d'accords	
Recrutement du personnel	Juillet 05	Août 05	MIJESPOC	MIJESPOC CNOSR ARDMES	contrats	

Démarrage du centre	Sept 05		MIJESPOC CNOSR ARDMES	Rapport d'inauguration	
---------------------	---------	--	-----------------------------	---------------------------	--

Activités	Début	Fin	Responsable	Intervenant	IOV	Budget
Résultat 2.2.3. Une organisation nationale anti-dopage est opérationnelle fin Janvier 2004						
Elaboration d'un projet d'arrêté du Premier Ministre portant organisation de l'ONAAD	A commencé	Fév 04	MIJESPOC	MIJESPOC CNOSR ARDMES MINISANTE MINIJUST	Projet d'Arrêté du Premier Ministre	500.000 Frw
Mise en place des membres du Comité anti-dopage	A commencé	Fév 04	MIJESPOC	MIJESPOC CNOSR ARDMES MINISANTE MINIJUST	Procès-verbaux des élections des comités	
Stratégie 2.3. Réglementer et contrôle la gestion des équipes nationales						
Résultat 2.3.1 un texte légal régissant la gestion des équipes nationales est prêt fin juin 04						
Préparation du projet de loi régissant la gestion des équipes nationales	Février 04	Mars 04	MIJESPOC	MIJESPOC Fédérations	Projet de loi/AP/AM	240.000 Frw
Résultat 2.3.2. Les cadres de toutes les fédérations sont formés en administration du sport à la fin 2005						
Organisation de séminaires de formation	Mai 04	Continu	MIJESPOC			5.000.000 Frw
Stratégie 4. S'affirmer dans les grands évènements sportifs régionaux et internationaux						
Résultat 1. Le Rwanda participe à la phase finale de la CAN 2006						
Désignation du Directeur technique national pour l'équipe nationale de Football	Mars 04	Mars 04	MIJESPOC	MIJESPOC FERWAFa	Contrat	150.000.000 Frw
Recrutement des entraîneurs pour l'équipe nationale de FB	Mars 04	Mars 04	MIJESPOC	MIJESPOC FERWAFa	Contrat	
Sélection de l'équipe nationale de FB	Mars 04	Mars 04	MIJESPOC	MIJESPOC FERWAFa	Liste définitive des joueurs	

Camp d'entraînement de l'équipe nationale de FB	Fin mars 04	Fin avril 04	MJESPOC	MJESPOC FERWAFa		
Participation de l'équipe nationale de FB aux éliminatoires et à la phase finale de la CAN 2006	A commencé	Juin 06	MJESPOC	MJESPOC FERWAFa		
Résultat 2. Le Rwanda arrive à la phase finale de la « KAGAME CUP »						
Appuyer financièrement les club qualifiés	Févr 04		MJESPOC	MJESPOC FERWAFa		50.000.000 Frw
Résultat 3. Au moins quatre athlètes sont qualifiés pour les Jeux olympiques 2008						
Identifier les athlètes les plus prometteurs	A commencé	Continu	MJESPOC	MJESPOC Fédérations		25.000.000 Frw
Préparation des athlètes identifiés	A commencé	Continu	MJESPOC	MJESPOC Fédérations		
Appui aux athlètes dans la participation aux éliminatoires et aux JO	Mars 04	Continu	MJESPOC	MJESPOC Fédérations		
Résultat 4. L'équipe nationale arrive à la phase finale de CECAFA 2005						
Idem préparation CAN 2004			MJESPOC			200.000.000 Frw

Activités	Calendrier	Responsable	Intervenant	IOV	Budget
Objectif spécifique 3. Renforcer la coopération en matière de sport					
Stratégie 3.1. Favoriser la coopération avec les Instituts et Centres d'entraînement du sport de haut niveau					
Résultat 3.1.1 Trois athlètes participent à un stage de formation dans un centre d'entraînement de haut niveau chaque année à partir de 2004					
Identification des athlètes les plus prometteurs	Sept chaque année	MJESPOC	MJESPOC Fédérations	Listes des athlètes sélectionnés	24.000.000 Frw
Contact des centres d'entraînement	Octo chaque année	MJESPOC	MJESPOC Fédérations	Correspondance	Frw
Stratégie 3.2. Stimuler le processus de jumelage et d'échanges bilatéraux et multilatéraux dans le domaine du sport					
Résultat 3.2.1. Au moins cinq fédérations nationales ont conclu un accord d'échanges ou de jumelage avec des fédérations ou associations étrangères à vocation similaire fin 2006					
Réunion de sensibilisation des fédérations	Février 04	MJESPOC	MJESPOC Fédérations		5.000.000 Frw
Réunions de suivi-évaluation	Juillet 04	Continu	MJESPOC		
Stratégie 3.3. Renforcer les relations avec les institutions régionales et internationales en matière de sport					
Résultat 3.3.1. Le Rwanda paie ses cotisations et participe à tous les événements organisés par la CONFES, le CSSA et le WADA					
Préparation et engagement budget des cotisations	Nov chaque année	Mars chaque année	MJESPOC	MJESPOC	25.000.000 Frw
Suivi des activités des institutions concernées	A commencé	continu	MJESPOC	MJESPOC Fédérations	

6.1.10 Programme III : Formation en matière d'EPS et des sports

OS1 : Promouvoir l'éducation physique et sportive dans toutes les écoles du pays

S11. Participer dans l'élaboration du cours de méthodologie appliquée à l'EPS destiné aux TTC

S12. Mettre en place un système d'enseignement d'EPS dans les écoles primaires et secondaires et en assurer le suivi

S13. Elaborer un calendrier annuel des compétitions interscolaires à l'école primaire, secondaire et universitaire et en assurer le suivi

OS2 Promouvoir la formation sportive dans les districts et villes

S21. Mettre en place un système de formation des animateurs et officiels techniques

Plan d'actions

Activités	Calendrier	Responsabl e	Intervenant	IOV	Budget
Objectif spécifique 1. Promouvoir l'éducation physique et sportive dans toutes les écoles du pays					
Stratégie 1.1. Participer dans l'élaboration du cours de méthodologie appliquée à l'EPS destiné aux TTC					
Résultat 1.1.1 Un guide méthodologique d'EPS est disponible fin 2004					
Elaborer un manuel de formation à l'EPS	A commen cé	Décembr e 04	MIJESPOC	MIJESPOC MINEDUC	Le manuel élaboré et publié 10.000.000 Frw
Stratégie 1.2. Mettre en place un système d'enseignement d'EPS dans les écoles primaires et secondaires et en assurer le suivi					
Résultat 1.2.1. Un cours d'EPS est donné dans toutes les écoles secondaires du pays et dans 12 écoles primaires pilotes à la fin 2006					
Organisation de séminaires de formation des enseignants de l'école secondaire	oct 04	continu	MIJESPOC	MIJESPOC MINEDUC CNDP	Rapports séminaires des enseignants formés 60.000.000 Frw
Organisation de séminaires de formation des enseignants des écoles primaires identifiées	oct 04	continu	MIJESPOC	MIJESPOC MINEDUC KIE	Rapports séminaires des enseignants formés
Inspection annuelle des enseignants d'EPS au primaire et secondaire	Janvier 05	continu	MIJESPOC	MIJESPOC MINEDUC	Rapports d'inspection
Stratégie 1.3. Elaborer un calendrier annuel des compétitions interscolaires à l'école primaire, secondaire et universitaire et en assurer le suivi					
Résultat 1.3.1 Un calendrier est élaboré chaque année à partir de 2004					
Elaboration du calendrier national des compétitions interscolaires et universitaires	Janvier 04	continu	MIJESPOC	MIJESPOC MINEDUC FRSS FRSU	Rapport compétitions des 3.000.000 Frw
Elaboration et publication du Palmarès annuel des compétitions sportives interscolaires et universitaires	Octobre 04	continu	MIJESPOC	MIJESPOC MINEDUC FRSS FRSU	Le Palmarès publié
Résultat 1.3.2 Toutes les écoles respectent le calendrier établi					
Inspection de l'évolution des	Févr 05	continu	MIJESPOC	MIJESPOC	Rapport 1.000.000 Frw

compétitions régionales					MINEDUC FRSS FRSU	d'inspection	
Stratégie 2.1 Mettre en place du système de formation des animateurs et officiels techniques							
Résultat 2.1 Deux animateurs sportifs et deux officiels techniques sont formés dans les disciplines existantes pour chaque district fin 2006							
Elaborer les modules de formation pour chaque discipline sportive	Juin 2004	Déc 2004	MJIESPOC	MJIESPOC CNOSR Fédérations concernées	Modules disponibles et publiés		100.000.000 Frw
Identifier les animateurs sportifs et officiels techniques à former	Sept 2004	Fin déc 2004	MJIESPOC	MJIESPOC Centres ITORERO	Rapport et liste des sélectionnés		
Organiser les séminaires de formation	Janvier 2005	continu	MJIESPOC	MJIESPOC Centres ITORERO CNOSR Fédérations concernées	Rapport des formés		
Créer et entretenir une banque de données des formés	Janvier 2005	continu	MJIESPOC	MJIESPOC Centres ITORERO	Statistiques disponibles		
Faire le suivi et évaluation	Janvier 2005	continu	MJIESPOC	MJIESPOC CNOSR Fédérations concernées	Rapport		

7 Projets identifiés

7.1 Jeunesse

1. Elaboration d'une politique sectorielle
2. Démarrage du Centre des jeunes GIRAMAHORO
3. Création des centres ITORERO
4. Identification des créneaux porteurs

7.2 Institutions de la Mémoire

1. 10^{ème} Commémoration du génocide (Rwanda 10)
2. Construction de sites mémoriaux du génocide

7.3 Culture et Arts

1. Elaboration de la politique culturelle nationale
2. FESPAD 2004 et 2006
3. Création de l'Académie de la Culture
4. Redynamiser la Bibliothèque Nationale
5. Construction de 5 musées régionaux
6. Collecte des traditions orales
7. Réouverture de l'Ecole d'Arts de Nyundo
8. Inscription de sites culturels rwandais sur la liste du patrimoine de l'humanité (UNESCO)
9. Construction d'une maison de production multimédia
10. Réforme du Ballet national

7.4 Sports

1. Elaboration de la Politique nationale en matière de sport
2. Elaboration des Plans-type des infrastructures sportives
3. Production locale de matériel et équipement sportifs
4. Finaliser le stade de GIKONGORO
5. Etude pour le stade régional d'Umutara
6. Construction d'un centre d'entraînement de haut niveau
7. Construction d'un centre médico-sportif qui appuiera aussi l'Agence de lutte anti-dopage

8. Entretien du complexe 'Stade Amahoro'
9. Elaboration d'un calendrier des compétitions sportives au niveau national
10. Publication du Palmarès sportif national

8 Conclusions et Recommandations

De façon particulière, la mission a permis de relever les domaines nécessitant des mesures urgentes :

- Les trois secteurs dont s'occupe le MIJESPOC (Jeunesse, Culture et Sports) n'ont pas de Politiques nationales correspondantes. Vu l'importance et la sensibilité de ces secteurs, il est très urgent d'élaborer ces documents de politique et de les faire adopter par les instances habilitées. Ces documents devraient sortir avant la fin de l'année 2004
- Il faut mettre en place un système de 'reporting' sur les activités des partenaires du ministère (fédérations et associations nationales, CFJ, CNJ, Centres ITORERO, Ballet national, ...). Ceci permettra de constituer une banque de données sur les différents sous-secteurs concernés

9 Annexes

9.1 Membres des groupes de travail

Jeunesse:

- Mr NYANSHAYIJA David
- Mr MUSEMAKWERI Jean
- Mr BAGOROZI Côme
- Mr NDAGIJIMANA Epimaque
- Mr RWAGITARE Claude

Sport

- Mr RWIGEMA Paterné
- Mme KUBWIMANA Gertrude
- Mr RANGIRA Joseph
- Mr RURANGIRWA Aaron
- Mr ABIYINGOMA Ignace

Culture et Arts

- Mr BUTOTO Jean
- Mr MUNYAZIKWIYE Théogène
- Mr HABIMANA Joseph Mukasa
- Mr RUTAGWENDEKA Fidèle
- Mr KANAMUGIRE Louis

Mémoire

- Mr KARENTERA Ildéphonse
- Mme NYIRACUMI Anne Marie
- Melle RUYONZA Arlette
- Mr KIZARI Elias
- Mr NDAYIZEYE Théodore

Recherche et Valorisation du Patrimoine

- Dr KANIMBA MISAGO Célestin
- Mr BAZATSINDA Thomas
- Mr NDIKUMANA Isidore
- Mr KARANGWA Jérôme
- Mr MUHOZA Christophe

• 9.2 *Rapport du séminaire de planification de Kabusunzu du 23 au 28 Février 2004*